2,50 F
BELGIQUE : 20 FB
LUXEMBOURG : 20 FLUX
MAROC : 2,80 DH

Combat SOCIALISTE

N°22 JEUDI 26 MARS 1981

François Mitterrand
à Bordeaux

«Quand la France rencontrera le socialisme...»

(PAGE 3)

Un entretien
avec André Bergeron

LE BILAN DES CAISSES DE CHOMAGE

(PAGE 6)

A l'Institut
géographique national

Une grève qui ne manque pas de relief

Les travailleurs de l'IGN luttent contre le démantèlement de leur entreprise.

(PAGE 6)

LES PROJETS SECURITE DE LA SNCF

(PAGE 9)

Le basket vu d'en bas

Jean-Claude Nicolas, entraîneur régional, s'exprime librement sur l'avenir d'un sport où les petits clubs ont du mal à survivre.

(PAGE 12)

Course contre la montre dans
les négociations à Varsovie

POLOGNE : OFFENSIVE DES DURS





Réunis au siège de Solidarité à Bydgoszcz, les syndicalistes polonais siègent pratiquement jour et nuit pour sortir de la crise. Lech Walesa (photo du haut) a réussi jusqu'à présent à tenir la situation en main. (Photos Gamma et AP)

(Voir nos informations page 7.)

Maastricht : l'échec

VALÉRY GISCARD D'ESTAING est le seul des dix chefs d'Etat et de gouvernement européens à s'être félicité de la rencontre de Maastricht. « *Tous les participants,* a-t-il déclaré, *ont témoigné d'une volonté politique de parvenir à des résultats positifs.* » Paroles inconsistantes, qui cachent mal la réalité : échec sur la pêche, échec sur les prix agricoles, échec sur la sidérurgie.

Pourtant, Giscard d'Estaing attendait beaucoup du sommet de Maastricht, pour redorer son blason à la veille de l'élection présidentielle. Il avait même espéré que les Dix se mettraient d'accord pour établir le siège définitif du Parlement européen à Strasbourg. Echec là encore.

Ce n'est pas à un sommet communautaire auquel nous avons assisté. Mais bien à une rencontre de la désunion, née des contradictions entre les intérêts nationaux respectifs. Helmut Schmidt, le chancelier ouest-allemand, s'est déclaré « *très affligé* » par le spectacle de « *nombreux pays européens* », a-t-il dit, qui sont tentés de faire porter par le Marché commun la responsabilité de leurs crises économiques.

Quant à Margaret Thatcher, premier ministre de Grande-Bretagne, elle a mérité, plus qu'à l'accoutumée, son surnom de Dame de fer. « *Je n'ai pas cédé aux pressions* », a-t-elle lancé avec orgueil ; celles plus précisément de Giscard d'Estaing, comme elle a pris soin de le préciser, pourtant de la même famille politique

Une fois de plus, ce sont les deux cent cinquante millions d'Européens du Marché commun qui feront les frais de ces rivalités. Aux dix millions de chômeurs actuellement recensés, il ne reste pas même l'espoir de retrouver prochainement un plein emploi. Le candidat sortant l'a bien dit : « *Nous sommes décidés à ne pas ruser avec les difficultés du moment.* » La phrase est claire : elle s'adresse aux travailleurs.

Il n'y aura pas de véritable politique communautaire tant que l'espace européen sera au service des grandes entreprises et des multinationales. Ce sont elles qui, en s'affrontant pour défendre leurs intérêts respectifs, menacent de nous conduire au chaos.

L'Europe peut être sauvée, à condition de changer la politique néolibérale de ses gouvernements. Ce ne seront ni Giscard d'Estaing ni Thatcher qui s'en chargeront. Il faut reconquérir le marché européen au bénéfice des travailleurs. Et mettre ainsi fin à la crise que nous impose la droite.

Edouard BAILBY

VU DU LANGUEDOC

Morte en riant...

AU jardin du Palais des Archevêques, à Narbonne, on rencontre des amoureux, des mamans avec landaus et des hippies qui dorment sur les bancs. Si, même en décembre, le soleil réverbéré par la pierre blanche y entretient, à l'abri du cers, une atmosphère douillette, que dire lorsque le printemps fait le ciel plus bleu et bourgeonne un peu partout ?

L'air marin apporte une douceur de surcroît : les plages ne sont pas loin — celles où l'on pêche, Gruissan, Saint-Pierre, La Nouvelle ; celles où l'on rêve dans le vent et les miroitements des flots.

« *Pas pour longtemps encore,* » observe un ami qui vend des journaux sur la promenade des Barques, le long de la Robine.

Avant que je ne l'interroge sur le sens de sa remarque, il explique :

« *Dans deux mois, deux mois et demi, ça va être la cohue sur nos plages. Je vous donne rendez-vous en juin, pour ne pas parler d'août. Et quand je dis : les plages... Ici, dans la ville, les Narbonnais se font marcher sur les pieds par les gens du Nord. Une invasion ! Oh ! Tout ce qu'il y a de plus pacifique... Pas comme en 1940... Et pourtant... Que voulez-vous ? Les Méridionaux ne sont plus bons qu'à ça, paraît-il. Notre vin ? Un ministre l'a traité de « bibine » en nous souhaitant de « crever ». Vous savez que notre ville, du temps de la Commune, puis lors de la révolte des vignerons, a été baptisée la Cité rouge ? A Paris, ces messieurs feraient bien de ne pas l'oublier... Vous croyez que j'exagère ?*

Nous sommes de plus en plus nombreux en Languedoc à savoir qu'il n'y a là aucune exagération et à sentir notre sang bouillir à certaines évocations... Bien sûr, il serait plus agréable de flâner sous les platanes, ou de somnoler, les yeux mi-clos, à l'abri d'un cagnard. Mais la Cité rouge a un passé qui ne laisse pas ses habitants en repos.

Et pourrions-nous vraiment oublier quand, par exemple, au milieu de la place de l'Hôtel-de-Ville, une dalle (il est vrai bien usée par les pas de trois générations de Narbonnais), rappelle que le 20 juin 1907 sont tombés ici même, sous les balles des soldats envoyés par Clemenceau, quatre hommes et une jeune fille, Cécile Bourrel, vingt ans, de Cuxac-d'Aude, morte en riant d'une balle en pleine tête ?

C'était le temps où le Midi viticole, anticipant sur les vœux d'un ministre de Giscard, « crevait » sans espoir ; le temps où le 100e régiment d'infanterie et le 122e de ligne, par solidarité avec les vignerons, entonnaient l'Internationale, *le temps où le 17e se mutinait pour les mêmes raisons.*

... Le soleil a beau ruisseler, cet après-midi, sur la place de l'Hôtel-de-Ville, et réchauffer la dalle commémorative, un grand froid me glace jusqu'aux os... Vingt ans... Morte en riant d'une balle en pleine tête...

Maurice CHAVARDES

Vélo à Lyon

A propos de notre article sur les propositions de Lyon-Vélo (*Combat socialiste* du 17 mars 1981) et des déclarations de M. Miriot, maire adjoint de Lyon, chargé de la circulation, l'association Lyon-Vélo écrit :

« Le climat n'est pas un obstacle à l'utilisation du vélo en ville. Les précipitations annuelles sur l'agglomération lyonnaise varient entre 600 et 800 mm, chiffres comparables à ceux d'Amsterdam et de Copenhague (500 à 750 mm) et nettement inférieurs à ceux de Grenoble (1 000 à 1 200 mm). Amsterdam et Copenhague sont les capitales incontestées de la circulation à bicyclette, Grenoble possède 14 kilomètres de cheminements cyclables, en voie d'extension, Lyon s'enorgueillit de... 120 mètres de pistes cyclables ! Notons de plus que le vent souffle plus dans les villes portuaires, ou même à Grenoble, qu'à Lyon. *Les aménagements en faveur des cyclistes ne sont donc pas une question de climat, mais de volonté politique.*

Le plan de cheminements cyclables proposé par Lyon-Vélo ne remet en aucun cas en question la politique de priorité aux transports en commun. *Vélos et transports en commun sont complémentaires.* Les transports en commun sont bien adaptés aux distances relativement longues et aux trajets répétitifs (domicile-travail), mais, à cause du temps de rabattement aux stations, d'attente, de correspondance, ainsi qu'à cause de la fixité du trajet, ils conviennent moins aux trajets fractionnés, irréguliers, ou courts (achats, domicile-école), pour lesquels la bicyclette reste le moyen idéal.

La complémentarité vélo-transports en commun peut aussi s'exercer dans deux autres domaines. Le vélo est un bon moyen de rabattement sur les stations de métro... si toutefois celles-ci sont accessibles et équipées de consignes automatiques antivol (ce qui existe sur le réseau du métro de San Francisco, ce qui n'existe à aucun des deux terminaux d'échange lyonnais).

De plus, à Lyon, les funiculaires permettaient aux vélos d'escalader facilement les collines. A l'heure actuelle, seul celui de Saint-Just le permet encore, à un tarif prohibitif. Celui de la Croix-Rousse, intégré au réseau du métro, bien que ne pouvant plus les accepter à l'heure actuelle, pourrait faire l'objet des modifications nécessaires lors de son extension prochaine. Lyon-Vélo réclame la gratuité du transport des vélos dans les funiculaires et l'aménagement du métro de la Croix-Rousse en conséquence... »

Alain CARACO,
vice-président
de Lyon-Vélo

Mondialisation du travail au noir

« Ce devrait être l'honneur des sociétés dites développées et de leurs dirigeants que d'œuvrer à la définition de règles qui régissent la concurrence des entreprises et la protection sociale des travailleurs. Conditions de la solidarité des uns et des autres dans l'effort national, à égalité de droits et de devoirs des travailleurs, des dirigeants et des propriétaires de l'outil de travail.

Les droits des travailleurs, cela comprend l'éducation, la formation professionnelle, les revenus, la garantie de l'emploi, les libertés syndicales, la sécurité sociale, les conditions de travail.

Les devoirs des travailleurs, ce sont la productivité, la durée du travail, l'adaptation aux évolutions de la production et de l'outil.

Ce rapport entre les droits et les devoirs des travailleurs n'a cessé de se détériorer au cours du septennat écoulé. Au point que certains ont vu leurs « droits » disparaître complètement.

Voilà donc une force de travail inemployée, tandis que des besoins vitaux comme celui du logement restent insatisfaits. Comment éviter, dans ces conditions, que cette force de travail ne se négocie au marché noir ?

Il n'y a pas si longtemps, certains responsables du gouvernement et du patronat voyaient, dans le travail noir, une des causes principales des difficultés de certaines entreprises. Cette campagne semble bien avoir fait long feu. Il n'est pas impossible que ces mêmes responsables aient vu le danger qu'il y avait à souligner les méfaits du système D adopté par certains, et à risquer de mettre en évidence leurs propres responsabilités dans l'institutionnalisation à grande échelle du travail noir des immigrés, des femmes et des jeunes dans certains cas.

Allons même plus loin. Qu'est-ce donc que la nouvelle division internationale du travail, sinon l'organisation programmée à l'échelle des nations, la mondialisation du travail noir ? Tel est l'objectif, à peine voilé, des chantres de l'économie libérale œuvrant pour les requins des multinationales.

Ne s'agit-il pas, en définitive, de transgresser les règles de la solidarité sociale en s'affranchissant des devoirs de protection et du respect des *droits fondamentaux de l'homme travailleur.* La sauvagerie érigée en modèle de développement pour les pays dits sous-développés, voilà la nouvelle morale de la nouvelle droite... »

Joël-Guy BATTEUX,
premier adjoint au maire
de Saint-Nazaire

ON RECHERCHE

• Vous qui cherchez un livre, un article, un disque, un renseignement d'ordre culturel, écrivez-nous. Chaque semaine, nous publierons gratuitement votre message. Et peut-être un lecteur viendra-t-il vous dépanner ?

Service culturel, *Combat socialiste*, 7 bis, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris.

Météo

Toujours pluvieux avec éclaircies

Mercredi : après une matinée couverte et pluvieuse des Flandres et des Vosges aux côtes de l'Atlantique, le temps médiocre se décalera et intéressera les régions comprises entre les frontières du Nord-Est et les Pyrénées centrales et orientales, les pluies étant localement accompagnées d'orages.

Des éclaircies locales se produiront sur les régions méditerranéennes. A l'Ouest, le temps deviendra variable, avec des éclaircies et des averses.

Jeudi : Pluies dans le Sud-Est, très violentes sur les Cévennes et les Alpes du Sud. Ailleurs, temps variable avec des éclaircies et des températures légèrement en baisse.

Combat SOCIALISTE

Claude Germon, directeur de la publication.

Claude Gault, rédacteur en chef ; **Ghislaine Toutain, Edouard Bailby, Michel Friedman, Guy de Faramond, Gabrielle Rolin**, chefs de service ; **Jean-François Huchet**, secrétaire général ; **Jean-Jacques Salmon**, secrétariat de rédaction.

Jean-Claude Karsenty, administrateur ; **Patrick du Cheyron**, ventes.
Rédaction : 7 *bis*, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris. Tél. 551.97.53.
Publicité Paris : René Lenormand, 10, rue de Solférino, 75007 Paris. Tél. 550.34.35.
Publicité Province : OFRES, 67, boulevard de Clichy, 75017 Paris. Tél. 285.72.57.
Impression : P10, 1, boulevard Ney, 75019 Paris.
Commission paritaire : n° 52224

MARQUE SYNDICALE

Mots croisés

PROBLEME N° 24

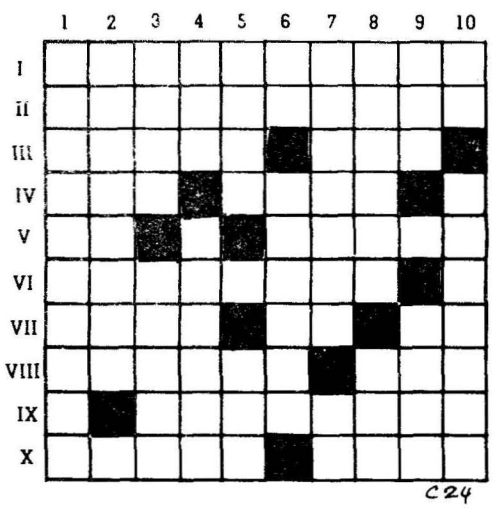
Horizontalement. — I. Consacra au troisième âge une grande partie de son temps. — II. Vide un canon, quand ce n'est pas une bouteille. — III. Abri naturel. Forme des couples et défait des ménages. — IV. Victime de Sophie. Pays de poètes. — V. Préposition. Du beau linge — VI. Archimède reste l'un des plus célèbres. — VII Sirènes d'occasion, pour les Romains. Crack. Personnel. — VIII. Plut aux dieux. Des gens qui vous tirent des larmes sans faire de sentiment. — IX. Le Gotha du taureau. — X. Limon. Amolli par une chaleur moite.

Verticalement. — 1. Mistral, pour n'en citer qu'un. — 2. Fait du mot à mot. — 3. Matière grasse pour skieurs. La dernière chose à vendre. — 4. N'a aucun effet sur un tracteur. Sales gosses. — 5. On l'a à l'œil. Sa cure est réputée. — 6. Note. Fait droit. — 7. Silicates. Fit la moue. — 8. Herbes d'Amérique. Bois ou cuivre. — 9. Elève. Spécialité normande. — 10. Symbole. Transporte des vacanciers.

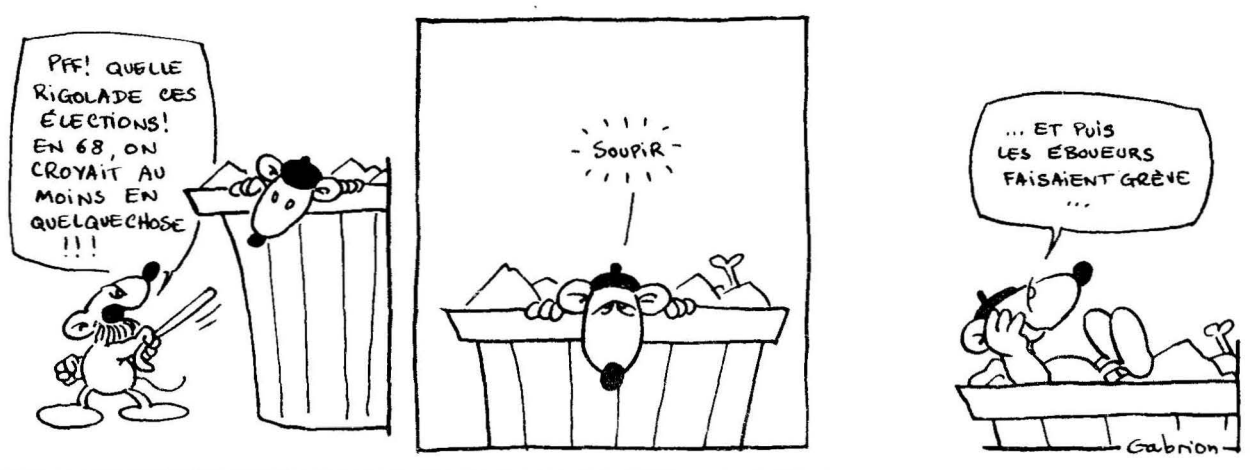
Solution du n° 23

Horizontalement. — I. Capharnaüm. — II. Océanienne. — III. Mostaganem. — IV. Muté. ONU. — V. Ise. Altier. — VI. Strate. — VII. Si. Gésiers. — VIII. Iqbal. Asie. — IX. Ouatées. Me. — X. Nécessités.

Verticalement. — 1. Commission. — 2. Acoustique. — 3. Pester. Bac. — 4. Hâte. Agate. — 5. Ana. Atèles. — 6. Rigoles. Es. — 7. Néant. Iasi. — 8. Annuités. — 9. Une. Rime. — 10. Mémorisées.



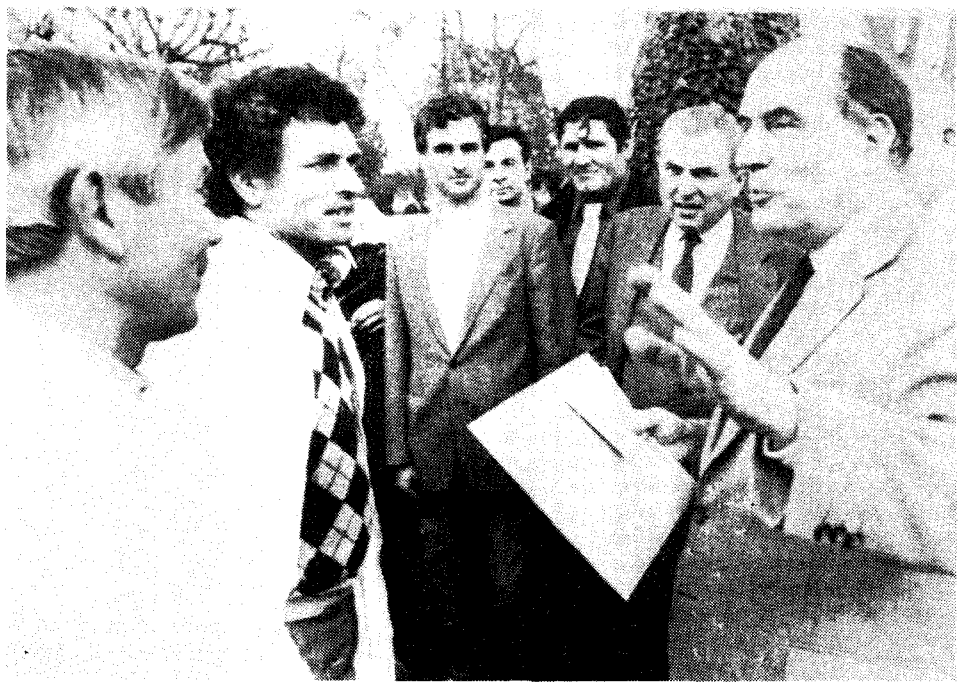
Rat-le-bol



FRANÇOIS MITTERRAND A BORDEAUX

«Pourquoi la France s'est-elle privée de sa jeunesse?

DANS l'immense salle que seul, jusqu'alors, Bob Marley était parvenu à remplir, la foule est compacte, massée devant l'estrade. Les rythmes qui retentissent ne sont pas ceux du reggae, mais ceux des slogans socialistes qui saluent l'arrivée de François Mitterrand. Les vedettes du show-biz ne sont plus les seules à déplacer les foules.



Le candidat socialiste qui vient de visiter le centre expérimental du tabac, à Bergerac (Dordogne), s'entretient avec des syndicalistes venus lui remettre un document sur le SEITA. (Photo AFP)

Lionel Jospin répond à Marchais

N'en déplaise à Georges Marchais, le socialisme est bien une idée qui fait son chemin, particulièrement en Aquitaine. Si Bordeaux penche pour Jacques Chaban-Delmas, la Gironde lui préfère François Mitterrand. Ils étaient 54,6 % à voter pour lui en 1974, un score qui explique le succès du meeting de mardi 24 mars.

Et puis on attendait les réactions du PS aux déclarations de Georges Marchais à Antenne 2 la veille. C'est Lionel Jospin qui s'éleva le premier contre ce qu'il appelle le scepticisme et les menaces de certains : « *On nous annonce que Georges Marchais ne veut pas favoriser la victoire de François Mitterrand, comme si c'était un scoop! Nous sommes encore loin des conditions réelles du second tour ; toutefois, on imagine mal le candidat « anti-Giscard » s'abstenir et ainsi favoriser l'élection de Giscard. Ce ne serait pas très sérieux!* »

Répondant aux évocations des grèves du Front populaire faites par le candidat communiste, Lionel Jospin s'est écrié : « *Le 10 mai, les travailleurs ne feront pas la grève du vote. Et puis,* remarquait-il, *ce ne sont pas les partis qui donnent les mots d'ordre de grève, mais les syndicats.* »

François Mitterrand, lui, développa, dans un discours de plus d'une heure et demie, son projet socialiste pour la France. S'attachant plus particulièrement à la politique économique qu'il mènera en tant que chef d'Etat, il dénonça le bilan de la politique giscadienne en ce domaine, qualifiant Valéry Giscard d'Estaing d'« *homme du passif* ». « *Je somme le candidat sortant de répondre à cette question : pourquoi la France s'est-elle privée de sa jeunesse, alors qu'elle en avait tant besoin ?* »

Mais, au-delà même des nombreux points politiques, économiques et sociaux qu'il devait aborder au cours de la soirée, François Mitterrand insista sur la crise morale que connaissait la France et la nécessité de lui redonner espoir. « *Il faut que nous luttions contre la démoralisation de la France,* s'écria-t-il, dénonçant dans le chômage le cancer qui ronge la nation. *On appelle au rassemblement populaire pour le redressement national... Forces de gauche, réveillez-vous! rassemblez-vous!* » Et pour toute réponse aux déclarations de Georges Marchais, François Mitterrand affirma simplement : « *Jamais je ne prendrai la responsabilité de désespérer le peuple.* » Il indiquait ainsi son refus d'entrer dans la spirale d'une polémique stérile, s'affirmant comme le candidat de l'unité et non de la division.

« *La France a besoin de rencontrer une grande idée,* a dit encore François Mitterrand. *Le jour où elle rencontrera le socialisme, ils feront ensemble le tour du monde.* » Une invitation au voyage à laquelle beaucoup de Français sauront répondre.

Gérard MUTEAU

• **Pierre Bauby**, candidat du Parti communiste marxiste-léniniste (prochinois) donnera son soutien au candidat de gauche le mieux placé s'il répond positivement à dix questions abordant des thèmes que l'on trouve déjà pour la plupart dans le programme socialiste.

• **Arlette Larguiller** a déposé mardi ses 500 formulaires de parrainage au Conseil constitutionnel. « *J'ai réussi à franchir le barrage,* a-t-elle expliqué, *car il est resté des traces de ma campagne de 1974 dans les milieux populaires.* » Elle a par ailleurs précisé qu'il n'y avait « *pratiquement pas de maires de droite* » Parmi ses parrains.

Entretien avec Roger HANIN

Les coulisses du meeting

Roger Hanin, acteur de théâtre et de cinéma et ami de François Mitterrand, s'est engagé à ses côtés dans la campagne présidentielle. Il fait partie du comité de soutien artistique au candidat socialiste. Il explique ici sa fonction exacte.

— *Quel est votre rôle dans la campagne de François Mitterrand ?*

— Je m'occupe du déroulement des meetings : la salle, les lumières, la sonorisation. A la fin de la soirée, nous faisons une réunion avec Paul Quilès, directeur de la campagne, et Béatrice Marre, administratrice du PS, et l'on examine ce qui a été, et ce qui n'a pas été. Nous donnons nos impressions sur l'ambiance, sur l'accueil, sur l'intervention de François Mitterrand.

J'ai aussi la responsabilité du secteur dit de « recréation », c'est-à-dire l'animation artistique qui précède le message politique de François Mitterrand.

— *Comment recrutez-vous les artistes ?*

— Je veille à ce que le message du chanteur, de l'artiste, soit en concordance avec celui de l'orateur. Par exemple, il serait exclu de faire passer Serge Lama qui chanterait *Ah ! les petites femmes de Pigalle* alors que la seconde partie traiterait du chômage. De plus, il faut des artistes engagés qui puissent captiver leur auditoire.

En ce qui concerne le recrutement proprement dit, je procède par la sélection négative : j'élimine ceux dont je connais les affinités à droite, j'écris à ceux dont je ne sais rien et décide en fonction de leur réponse, et je prends contact avec ceux qui ont des sympathies à gauche. Par exemple, j'ai appelé Daniel Balavoine, Georges Moustaki, Dalida, Marcel Amont, Michel Berger, Mouloudji, Herbert Pagani, le compositeur de l'hymne socialiste...

Et puis on donne une chance à de jeunes chanteurs, à de jeunes groupes, et on utilise surtout les groupes folkloriques qui sont sur place, en Occitanie, dans le Bordelais, par exemple.

— *Vous avez abandonné, du moins pour quelque temps, votre carrière artistique ?*

— C'est exact, je suis à plein temps dans la campagne. J'ai repoussé trois films, *le Grand Pardon, le Bourricot,* et *Sentinelles et Jasmin.*

Mais je suis très content d'avoir renoncé à mes activités personnelles pour aider François Mitterrand. Car on ne peut pas se dire l'ami d'un homme si on ne participe pas activement à un moment aussi important de sa vie. Si on ne l'aide pas dans la mesure de ses propres capacités.

Car j'ai oublié de vous dire que je fais partie du comité de soutien artistique, et de la cellule de communication qui s'occupe des rapports avec les médias, la presse, la publicité et la propagande.

Propos recueillis par Christine MENZAGHI

• **Raymond Barre** a installé mardi au Conseil d'Etat la commission nationale de contrôle de la campagne pour l'élection présidentielle. Commission qui a pour but de veiller à ce que tous les candidats bénéficient de la part de l'Etat des mêmes facilités pour faire connaître leur candidature et exposer leur programme. Du travail en perspective.

POINTS FORTS

par Véronique NEIERTZ *



(Photo Pascal Lebrun)

Le chemin de l'emploi, de la liberté et de la paix

L'HORREUR devient quotidienne en France. Il est de bon ton de ne pas la montrer, de ne pas en parler, dans cette république où le jet d'eau tiède tient lieu de discours et l'asepsie de méthode de gouvernement. Mais comment se taire lorsque tous les matins on apprend qu'un jeune s'est donné la mort, qu'une femme s'est suicidée, qu'un cadre a choisi de mettre fin à ses jours, qu'une enseignante s'est pendue ! Des gens qui se tuent dans un pays qui croule de richesses, qui dégouline de calories, qui ruisselle de kilowatts, des gens qui meurent de honte, de peur, de froid, de faim, de désespoir, mais dont le mal n'a qu'un nom, le chômage, des gens qui crèvent faute d'emploi, vous trouvez cela normal ?

D'autres choisissent la mort lente. Ils font la grève de la faim. Ceux qui sont corses et voudraient rester en Corse. Ceux qui sont turcs et voudraient rester en France. Celles qui sont agents du Centre des impôts à Paris et qui veulent rester agents du Centre des impôts. Corses, immigrés, stagiaires, auxiliaires, des gens qui crèvent faute de statut, vous trouvez cela normal ?

La mort guette, l'horreur s'installe, se banalise, mais il est malséant d'en parler chez ceux qui nous gouvernent. Le candidat sortant a une belle affiche. De son regard clair, il fixe l'avenir. Bien au-delà des morts d'hier et des vies gâchées d'aujourd'hui. Bien au-dessus de nous. Sans nous.

Nous sommes deux millions de chômeurs et de chômeuses, et plusieurs millions de sans-statut. Nous sommes des morts en sursis. Pour moins que cela on renverse les rois. Il faut à la France un président, certes, mais pour la conduire sur un autre chemin, celui de l'emploi, de la liberté, de la paix. Celui que trace inlassablement François Mitterrand, qui déclarait hier à Rouen : « *Je ne demanderai pas de sacrifices à ceux et à celles qui sont déjà sacrifiés.* »

* *Secrétaire nationale du PS.*

Jacques Chirac cherche à élargir sa clientèle

JACQUES CHIRAC veut être un autre Valéry Giscard d'Estaing. Et pourtant, depuis le début de sa campagne électorale, il a cherché à se démarquer de l'actuel président de la République, en se présentant comme l'« homme nouveau » et en tentant de faire oublier sa participation et son soutien à la politique giscardienne.

Ne voulant pas réduire son entreprise à la satisfaction d'une ambition personnelle, il s'est trouvé un programme économique de lutte contre le chômage qui se veut différent. Condamnant l'étatisme giscardien, il s'est fait le champion de la libre entreprise.

En réalité, son programme, si l'on en retire la démagogie qui le caractérise, n'est que la réaffirmation de principes dont la droite ne s'est jamais éloignée. Valéry Giscard d'Estaing n'a jamais remis en cause le capitalisme — il n'a recours à des moyens de gestion étatique du capitalisme que pour gérer la crise.

Non, vraiment, Jacques Chirac n'est rien d'autre qu'un autre Valéry Giscard d'Estaing, et il vient d'en donner la preuve en présentant mardi son programme concernant les jeunes.

En effet, après avoir, du moins le croit-il, mordu sur l'électorat giscardien des PME, il s'attaque maintenant aux jeunes, qui semblent être aussi la grande préoccupation du président sortant. Et les voilà tous les deux prêts à défendre les droits de la jeunesse, qui sont, selon Jacques Chirac, « *le droit à l'éducation, à la formation, à l'emploi, au logement, à l'expression, à la création et à l'engagement* ». Belle pétition de principe pour des jeunes dont le premier emploi est le chômage.

Le maire de Paris, de plus en plus convaincu de sa propre innocence politique a déclaré que, la jeunesse ne croyait plus aux « *paroles trompeuses de ceux qui continuent à lui dire que tout est bien quand tout va mal* ». Quelle credibilité accorder à celui qui est tout autant responsable que le président de la République de la situation des jeunes aujourd'hui?

Devant les associations de jeunes, Jacques Chirac s'est engagé personnellement contre la peine de mort — « *au nom du respect de la vie* » — et, en vertu du même principe, s'est déclaré contre l'interruption volontaire de grossesse. Disant cela, il cherche à atteindre un public de tradition catholique qui a fait de l'abrogation de la loi Veil un de ses principaux chevaux de bataille.

Jacques Chirac cherche manifestement à élargir sa clientèle électorale. Le plein des voix chiraquiennes étant réalisé, elles ne lui suffisent pas pour figurer au second tour, il lui faut maintenant aller plus loin.

Colette PARIS



PRESIDENTIELLE: LES CAMPAGNES AU CRIBLE

Chirac, Marchais, Debré et les autres...

LA campagne de Jacques Chirac est incontestablement l'une des plus massives. Ce dernier est en particulier l'un des rares à se rendre lui-même dans les DOM-TOM alors que les autres y envoient des représentants. Les huit mille premières affiches (« *Un espoir pour la France* ») ont coûté environ 6 millions de francs. Le journal de campagne tiré en une seule fois à quatorze millions d'exemplaires est revenu à près de 8 millions de francs. La deuxième affiche, qui a pour thème « *C'est maintenant qu'on a besoin de lui* » et les doubles pages dans la presse sur « *la France en panne* »... et « *un espoir pour la France* » ont largement entamé le budget.

Soixante-dix grands meetings pour Georges Marchais

A cette addition déjà importante, il faut ajouter les 4 à 5 millions de francs pour les affiches militantes et la location, coûtant 120 000 francs pour les quatre mois, de l'hôtel particulier de la rue de Tilsit. Mais, comme François Mitterrand, le maire de Paris a peu de frais de personnel car il dispose de l'appareil militant du RPR. Ainsi, en dépit de son ampleur, sa campagne est relativement économique.

Le déroulement de la campagne du « *candidat anti-Giscard* », comme il aime se définir lui-même, se distingue des autres. Comme à son habitude, le PCF refuse l'affichage publicitaire par réseau, se contentant de l'affichage sauvage.

Pierre Juquin a indiqué que le Parti communiste ne voulait pas faire une campagne avec de grands moyens mais plutôt une campagne d'explication aux travailleurs. Cette vertueuse explication cache peut-être les difficultés que le trésorier du parti, Georges Gosnat, a eu pour réunir les 30 millions de francs prévus à l'origine. Le PC annonce en effet 15 millions de frais pour cette campagne.

La campagne s'appuiera sur le réseau des quatre cents journaux d'entreprise, dont le tirage devrait être augmenté pour la circonstance, et sur les autres publications du parti. Coût : 3 millions. En outre, trois publications spéciales doivent être tirées à huit millions d'exemplaires chacune. Coût : 6 millions.

Dans la tradition d'un parti de masse, le PCF compte surtout sur les grands meetings (soixante-dix sont prévus), dont le coût est variable selon qu'ils sont organisés dans une municipalité amie ou non.

Pour ses déplacements en avion, Georges Marchais utilise les services de la compagnie Uni-Air, dont Jean-Baptiste Doumeng est actionnaire.

Des gadgets aussi pour Michel Debré

Sa situation est originale. « Grand candidat » par sa personnalité, il est petit par le nombre de voix que lui accordent les sondages et aussi par les moyens dont il dispose. L'absence de l'appareil militant d'un parti a été partiellement compensé par la mise en place, depuis juillet 1980, de nombreux comités de soutien.

Cette campagne est estimée à 30 millions de francs, mais l'équipe Debré n'avoue que 20 millions. La création publicitaire, confiée à l'agence MBC (Michalon Berge, Conseils), revient à 10 millions de francs. Une seule campagne d'affichage est prévue. Pour la première quinzaine d'avril, six mille panneaux ont été retenus, pour 4 millions de francs. Le thème sera : « *Vrai : Michel Debré* ». Originalité : il n'y aura pas de photo du candidat. A l'agence, on considère qu'il est « *aussi connu que les autres* ».

L'affichage militant (celui des comités de soutien) sera également important, et le mot « *vrai* » sera décliné avec « *vérité* », « *avenir* », « *indépendance* ».

La lettre de Michel Debré sera tirée entre cent mille et trois cent mille exemplaires pour cent mille abonnés à 100 francs. Une brochure-programme de seize pages est prévue. Coût : 800 000 francs.

A l'agence, on ne se préoccupe pas de savoir d'ou vient l'argent. « *Quand on en a besoin, un comité de soutien nous fait un chèque. Le reste, ce n'est pas notre boulot.* »

Michel Debré n'est pas, contrairement à ce qu'on pourrait croire, hostile aux gadgets. Il a fait imprimer des tee-shirts à son nom...

Les grands candidats ont donc des grands moyens, soit en argent, soit en hommes. Et les petits candidats, alors ? Ceux-là vivent à la fois dans l'incertitude et le dénuement. Incertitude, sauf pour Michel Crépeau, quant aux cinq cents signatures, et dénuement quant aux moyens. Le cas du candidat radical est exemplaire. Leader d'un parti classique mais petit, il n'a pas la possibilité de mener une grande campagne. Pour lui comme pour les autres, l'affichage sauvage et surtout la télévision sont les seuls moyens de faire entendre sa voix pour conquérir celles des électeurs.

Philippe LAURAND

De gauche... ...à droite

Une heure d'antenne contre sept ans de silence

Alain Bombard et Haroun Tazieff viennent d'envoyer une lettre ouverte à Brice Lalonde et aux petits candidats pour leur expliquer pourquoi ils réservent leurs signatures à François Mitterrand. Après avoir souligné les risques de dispersion des voix à gauche, les deux écologistes écrivent :

« *Au fond, vous n'avez pas l'espoir d'être président de la République. Vous voulez, à juste titre, vous exprimer. Ayez les cinq cents signatures, vous parlerez pendant un mois et demi, durant une heure de télé et de radio. Mais si vous faites battre François Mitterrand, ce sera pour le moins sept ans de silence... François Mitterrand élu, vous avez la parole pendant sept ans. Tel est l'enjeu. Comprenez-le... Faites que François Mitterrand élu président de la République vous rende dès le 10 mai la parole.* »

Les considérations de Marie-France Garaud

Marie-France Garaud effectuait son pemier déplacement depuis qu'elle a reçu l'assurance de participer au second tour de scrutin. Elle a expliqué au cours d'un dîner-débat à Bordeaux que son action dépasse « *largement le cadre de l'élection présidentielle* », et que, « *autour de moi ou de quelqu'un d'autre, il faut que nous nous attachions à dominer les problèmes* ».

Elle a également critiqué l'attitude de monarque constitutionnel de Valéry Giscard d'Estaing, et estimé que ce dernier ne pouvait se présenter « *à la fois avec la virginité du candidat et l'expérience du président de la République* ».

On ne peut s'abstenir face au chômage

Après les déclarations de Georges Marchais à « Cartes sur table », les responsables du Parti socialiste ont défini les conséquences de son attitude. Lionel Jospin et François Mitterrand, à Bordeaux *(cf. p. 3)* ont déclaré qu'« *on ne peut pas s'abstenir face au chômage, à l'inflation, contre un régime qui couvre les scandales* ».

Que les organisations syndicales ouvrières engagent la bataille est une nécessité. Tout le problème est de ne pas dépasser les limites du possible, poursuit Michel Rocard à Antenne 2. *J'ai confiance dans le sens des responsabilités des travailleurs. Ils savent toujours très bien quand on leur en promet trop... Il ne faut rien comprendre au monde communiste et à la CGT pour imaginer qu'ils puissent faire voter pour Giscard au second tour.* »

Pierre Mauroy ajoutait, comme en écho, à Villiers-sur-Marne : « *Celui qui tuerait l'espérance de la gauche serait rejeté de l'histoire et du mouvement ouvrier.* »

Spécial P.S.

Réunions publiques

• **Jeudi 26 mars.** Jean Poperen dans l'Aude ; Jean-Paul Bachy à Gex (Ain) ; Antoine Sanguinetti, Michel Charzat et Michel Vauzelle, 43, rue du Borrégo, Paris (XXe).

Dans le cadre des « Entretiens du jeudi » : Lionel Jospin, 101, rue de l'Université (de 19 heures à 21 heures).

• **Vendredi 27 mars.** Françoise Gaspard à Mérignac, dans la Gironde (18 heures), puis à Bassens ; Jean-Pierre Chevènement et Edwige Avice à Belfort ; Louis Mexandeau à Mortin, dans la Manche ; Lionel Jospin : réunion à la sortie de la cantine de l'Hôtel de Ville de Paris (12 heures), puis à Albi (21 heures) ; Pierre Mauroy à Mulhouse ; Michel Rocard à Ambert (18 h 30), puis à Thiers, dans le Puy-de-Dôme (20 h 30) ; Annette Chepy à Aurau, dans le Morbihan ; Marcel Debarge à Persan-Beaumont, dans l'Oise ; Pierre Joxe à Louhans ; Claude Germon à Nemours ; Anne Trégouët dans la Charente-Maritime ; Laurent Fabius à Blois pour une réunion, puis à Vierzon pour un meeting (20 h 30) ; Véronique Neiertz à Romainville (Seine-Saint-Denis) ; Pierre Bérégovoy à Cholet (Maine-et-Loire) ; Yvette Roudy à Lyon ; Michel Charzat à Porte-lès-Valence (21 heures) ; Alain Bombard à Mont-de-Marsan.

Présentation du comité de soutien à François Mitterrand

• **Vendredi 27.** François Mitterrand présentera son comité de soutien, en compagnie de Maïté Jourdan, à l'hôtel Intercontinental Concorde, à 11 heures. Il fera une réunion à Malemort (Corrèze), puis apportera son soutien au comité de défense de la ligne secondaire SNCF Objat-Saint-Solves et fera un meeting à Limoges à 20 heures.

FRANÇOIS MITTERRAND :

«Réconcilier consommateurs et producteurs»

Dans l'entretien accordé à l'Agence centrale de presse (ACP), François Mitterrand a précisé les premières initiatives qu'il serait amené à prendre pour revitaliser l'espace rural et favoriser l'installation des jeunes agriculteurs (*Combat socialiste* des 24 et 25 mars). Nous publions aujourd'hui la fin de cet entretien, où le candidat socialiste propose des solutions pour réconcilier consommateurs et producteurs.

— Les consommateurs voient se creuser l'écart entre les prix payés aux producteurs et les prix de détail. Les marges de distribution sont souvent mises en cause. Quels sont vos projets pour satisfaire à la fois les producteurs et les consommateurs ?

— Il est certain que les consommateurs sont souvent irrités de voir les écarts excessifs qui existent entre les prix payés aux producteurs et ceux qu'ils constatent au niveau de la distribution. Il y a certainement des réformes importantes à entreprendre, notamment dans le secteur des fruits et légumes ou de la viande.

Mais ce qui me préoccupe le plus, c'est d'aboutir à une réconciliation entre les producteurs et les consommateurs. Ce qui me frappe, c'est bien souvent l'absence de dialogue, le fait aussi que, bien souvent, les consommateurs ont l'impression que la course au progrès et le productivisme conduisent à une diminution de la qualité des produits agricoles.

Je sais également que les agriculteurs souffrent des conditions qui leur sont faites et qu'ils sont conscients des impasses vers lesquelles ils sont entraînés par un accroissement non contrôlé de la productivité agricole.

Je me rends compte aussi que les consommateurs ne connaissent pas toujours la nécessité pour les agriculteurs de bénéficier de prix couvrant à la fois leur coût de production et la rémunération de leur travail. Sans doute le gouvernement actuel a-t-il une part importante de responsabilité quand il a contribué, notamment à l'occasion de l'impôt « sécheresse », à dresser les salariés contre les agriculteurs.

J'estime tout à fait important qu'un nouveau climat de compréhension s'instaure entre producteurs et consommateurs et que les pouvoirs publics facilitent la concertation indispensable, notamment en amenant les différents partenaires à réfléchir ensemble aux mécanismes de distribution des produits agricoles et alimentaires.

— Georges Marchais, lors de sa visite au Salon de l'agriculture, vous a accusé à plusieurs reprises d'apporter un « soutien actif » à la politique agricole de Valéry Giscard d'Estaing. Le Parti communiste évoque notamment les « ambiguïtés » de vos positions sur l'élargissement de la Communauté. Que pouvez-vous répondre aux agriculteurs, notamment à ceux du sud-ouest de la France ?

— Le Parti socialiste est sans doute le seul qui, en matière d'élargissement de la Communauté, a une position claire, alors qu'au contraire les autres partis vivent dans l'ambiguïté.

Je sais que le Parti communiste oppose, tout du moins en Languedoc et en Provence, un « non, jamais » à l'élargissement de la Communauté, tournant le dos ainsi à ses traditions internationalistes et abandonnant à leur sort les travailleurs espagnols et portugais qui sont exposés tous les jours à un retour en force de la droite autoritaire.

Quant à M. Giscard d'Estaing, sa position varie suivant les échéances électorales puisque, paraît-il, après son « oui » sans aucune condition, il semble maintenant souhaiter un retard de l'élargissement.

M. Chirac, de son côté, est contre l'entrée de l'Espagne, mais, comme ministre de l'Agriculture, il a signé des accords en 1970 qui, au dire des industriels des chambres de commerce et des chambres de métier des régions frontalières, sont encore plus défavorables qu'un élargissement effectué dans les pires conditions.

J'ai défini notre position dès septembre 1978, avec mes amis socialistes, et j'ai toujours dit que la situation actuelle des régions méridionales est déjà si grave que, élargissement ou pas, le problème du midi de la France est de toute façon posé.

J'ai affirmé que l'élargissement, dans les conditions actuelles voulues par le libéralisme, aggravait cette situation et qu'il fallait, au préalable, l'adoption d'un certain nombre de mesures qui sont absolument indispensables.

La première de ces mesures c'est la refonte de la politique agricole commune, avec la mise en place d'une véritable organisation des marchés pour les productions affectées par l'élargissement, en particulier, la viticulture et les fruits et légumes.

La deuxième mesure vise la politique industrielle ; quant à la troisième, elle concerne le renforcement de la politique régionale, avec une mobilisation des ressources nécessaires pour assurer le développement économique des régions méridionales.

Nous avons également précisé nos conditions pour la pêche. Enfin, l'élargissement de la Communauté implique des transitions par étapes multiples et différenciées, dont on ne peut déterminer par avance la durée.



Ne plus dresser les salariés contre les agriculteurs. (Photo P. Lebrun)

La France isolée dans le marathon agricole

A quelques jours du marathon agricole de Bruxelles, le réaménagement des parités au sein du système monétaire européen, intervenu à l'occasion de la dévaluation de la lire, risque de rendre la position française plus difficile.

Pierre Mehaignerie, ministre français de l'Agriculture, comptait en effet s'appuyer sur son collègue italien pour plaider avec lui une hausse importante des prix agricoles.

Or, si la dévaluation de la lire doit se traduire pour l'agriculture française par une augmentation des prix d'environ 2,5 %, celle des prix agricoles italiens devrait avoisiner les 8 %. Ajoutée aux 7,8 % actuellement proposés par la Commission européenne, la hausse des prix agricoles de la péninsule pourrait alors être de l'ordre de 16 %.

Le rapport Seguin sur le textile

Un raccommodage à grands points

QUATRE - VINGT - DIX-NEUF recommandations en quatre-vingt-dix jours... La commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur le textile n'a pas chômé.

Elle a consulté des experts, convoqué des fonctionnaires, auditionné maintes personnalités, y compris le premier ministre, visité les entreprises dans les zones critiques, et « consulté » à Bruxelles et à Genève.

Constituée le 18 décembre dernier, elle a rendu public, mardi 24 mars, un rapport de 245 pages. « *Fallait-il travailler autant et si vite pour être aussi timoré dans les conclusions ?* » souligne Christian Pierret, vice-président de la commission et député socialiste des Vosges. Le groupe socialiste n'a d'ailleurs pas voté le texte préparé par le rapporteur (RPR) Philippe Seguin.

Un rapport qu'il juge « *précis dans le constat* » mais « *embarrassé dans l'analyse de la politique gouvernementale, timide dans la mise en cause du gouvernement* » et « *fataliste sur l'avenir du textile* ». Admettre comme un postulat que le déclin de l'industrie textile française est inéluctable, le groupe socialiste ne le veut pas.

Bien qu'ils refusent de s'associer « *à la condamnation implicite de la politique libérale et aux reproches qui sont faits sur les prétendus « choix hésitants » gouvernementaux ou administratifs* », les membres UDF de la commission, ont voté le rapport.

Les mesures préconisées sont insuffisantes. Elles reflètent d'ailleurs les contradictions de la majorité et le caractère « *électoraliste* » des travaux de la commission, et négligent la réalité sociale.

Or il y a urgence. Si le gouvernement n'agit pas dans les semaines qui viennent, on verra encore 30 000 à 40 000 emplois disparaître en 1981. Sans des mesures protectionnistes, au moins temporaires, les dépôts de bilan continueront. Sans une volonté politique, sans une position ferme face aux partenaires internationaux, sans d'importants efforts d'investissements, sans un bond en avant social, le textile français continuera de dépérir.

B.L.

Libération des prix imminente pour les fruits, légumes et laitages

LE Comité des prix est convoqué pour mercredi 25 mars à 10 heures. L'ordre du jour porte essentiellement sur la libération des prix de produits tels que les fruits et légumes et les laitages, indique-t-on de bonne source.

Il s'agit de libérer les prix des quelques produits dont le changement de régime est déjà en discussion depuis plusieurs mois et pour lesquels ne se pose aucun problème de concurrence. Cette décision correspond à la promesse faite récemment par Giscard d'Estaing d'« achever » la libération des prix avant la fin de son mandat. Sont toutefois exclus, du champ de cette libération, les produits pétroliers, les tarifs des taxis et les produits pharmaceutiques.

A propos de la réunion du Comité des prix, Force ouvrière rappelle dans un communiqué son « *opposition à la libération totale des prix au détail, qui conduit à la pratique de marges abusives, que l'on peut d'ailleurs constater actuellement, notamment pour les fruits et légumes et la viande de veau* ».

PRESSE

• **La fédération du livre-papier-carton CFDT** et le syndicat des journalistes CFDT appellent les travailleurs de la presse quotidienne régionale et départementale à « *une journée d'action pouvant aller jusqu'à un arrêt de travail* » le 27 mars. De son côté, la fédération CGT des travailleurs du livre a appelé également à une grève ce même jour. Les organisations syndicales demandent notamment une revalorisation des bas salaires.

• **Le personnel de la société** Folk International, qui édite les revues *Le Guitariste* et *l'Escargot-Folk*, observe une grève depuis le 10 mars. Il exige l'application des conventions collectives ainsi que l'amélioration de ses conditions de travail.

• **Le syndicat des journalistes FO** d'Ile-de-France « *demande l'annulation des licenciements annoncés par la direction du quotidien* Libération » et « *apporte son soutien aux personnels touchés par des mesures prises en violation des lois des et garanties les plus élémentaires de la profession* ».

Une grève qui ne manque pas de relief

L'Institut géographique national démantelé

LES 2 500 employés, cadres et ouvriers de l'Institut géographique national ne sont pas contents. Fait exceptionnel, ils ont observé mardi une grève de vingt-quatre heures largement suivie et ne comptent pas en rester là si le démantèlement de cette noble institution se poursuit, avec l'aide et l'accord tacite du ministère de l'Environnement et de leur directeur, M. Winghart.

Dénonçant la dégradation de ce service public et la diminution du nombre des ouvriers d'Etat, l'intersyndicale de l'IGN, qui regroupe ouvriers et fonctionnaires CFDT, CFTC, CGT, FO et CGC, a décidé de lancer une campagne d'information auprès des municipalités, des autorités politiques et des services techniques pour expliquer les missions de cet organisme et ses craintes quant à son avenir.

Car, en dehors des lointains souvenirs rappelant les cartes géographiques en relief fixées sur les tableaux des écoles, et, plus récemment la commercialisation des cartes série verte ou rouge, qui, dans le grand public, sait réellement ce que recouvre cet institut pas comme les autres ?

« *Nous sommes dans une mutation technologique,* explique un syndicaliste de la CFDT. *A la base, notre travail était artisanal, il l'est aujourd'hui de moins en moins. Or, de plus en plus, l'Etat veut transférer ces travaux artisanaux aux collectivités locales par le biais des dix agences créées en province depuis cinq ans, pour ne conserver à Paris que les missions liées aux techniques nouvelles ou celles exploitables par les militaires.* »

Dans la pratique, estiment les spécialistes de l'IGN, cela signifie l'abandon de la géodésie et de la cartographie à grande échelle au profit de nouvelles missions encore au stade embryonnaire, comme par exemple la cartographie par satellite, liée au lancement de la fusée Ariane.

Et les syndicats de souligner, pour illustrer cet hypothétique redéploiement, la multiplication des travaux de sous-traitance dans le privé ainsi qu'un accord passé avec des géomètres privés pour tout ce qui touche aux cartes à grande échelle. Alors que « *l'augmentation de la population, les grands travaux d'aménagement, la prise en charge des questions d'environnement exigent une information sur l'occupation du sol, et sur les formes du terrain, d'une qualité et d'une précision supérieures à celles de la cartographie actuelle* », déclare le communiqué des grévistes.

Enfin, dernier aspect de la dégradation de ce service public, la question des effectifs et de la qualité du personnel, indispensable au développement des travaux à l'étranger. Les relevés effectués dans des régions difficiles (désertiques ou montagneuses) exigent des techniciens bien formés, comme le stipulent nombre de contrats passés par des pays en voie de développement, gros clients de l'IGN, comme l'Arabie Saoudite.

Dominique FERBOS

LUTTES

• **L'ensemble des quinze mille dockers** professionnels ont observé, mardi 24 mars, à l'appel de la CGT, un arrêt de travail de vingt-quatre heures, paralysant l'activité de la plupart des ports français. Le mouvement, qui a été très suivi, vise à protester contre une proposition du ministre des Transports qui remet en cause la gestion nationale des bureaux de main-d'œuvre et de la caisse nationale chargée de recueillir les cotisations des employeurs et de verser les indemnités d'inemploi.

• **La CGT est en recul,** tandis que FO et la CFDT progressent aux dernière élections professionnelles à la commission paritaire locale de l'arsenal de Toulon où ont voté 7 568 ouvriers, techniciens et chefs d'équipe, sur 10 762 inscrits. malgré un recul de 7 points, la CGT reste cependant en tête.

• **Les ouvriers des usines Turboméca** de Bordes et Tarnos (Landes) ont voté, lundi 23 mars, la reprise du travail, après sept semaines de grève menée pour une revalorisation des salaires et pour des congés supplémentaires. Un protocole d'accord a été établi avec FO et la CFDT, la CGT s'étant abstenue de toute participation.

• **Aggravation de la crise textile** dans l'Aube. La reprise des établissements Dupré par la société Devanlay-Recoing se traduit par 145 licenciements dans l'unité de production de Rommilly-sur-Seine et 43 à Bar-sur-Aube, qui voit la fermeture pure et simple de son atelier.

« Les Assedic ne feront jamais faillite »

Un entretien avec André Bergeron

André Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière, quitte la présidence de l'Unedic le 26 mars. Rien que de très naturel. On sait qu'à la présidence de la caisse des allocations chômage alternent, tous les deux ans, le représentant des syndicats et celui du patronat. C'est René Bernasconi, président de la Confédération des petites et moyennes entreprises, qui succédera à André Bergeron.

— En l'espace d'un an, le nombre des bénéficiaires des allocations chômage a fait un bond de 32 %. La caisse des Assedic, qui a retenu l'hypothèse d'une progression de 20 % pour 1981, va-t-elle tenir le choc ?

— Les Assedic ne feront jamais faillite, car le système ajuste les cotisations en fonction des besoins. Depuis vingt-trois ans, les cotisations n'ont pas cessé d'évoluer à la hausse comme à la baisse.

Les Assedic tiendront certainement la route, avec les taux actuels, jusqu'en octobre, et probablement jusqu'à la fin de l'année. En fait, cela dépendra beaucoup de ce que l'on observera à la fin d'avril. Y aura-t-il cette baisse saisonnière que l'on connaît traditionnellement à cette époque de l'année ?

— Et à plus long terme ? Que faites-vous des prévisions de l'INSEE qui chiffrent à 2 500 000 le nombre de demandeurs d'emploi en 1985 ?

— On ne se fonde pas sur les prévisions de l'INSEE pour gérer la caisse des allocations chômage. Là encore, l'expérience le prouve.

Pour l'instant, la caisse indemnise 1 230 000 chômeurs (chiffres de fin février). Et comme un certain nombre de chômeurs retrouvent du travail avant la fin du mois, c'est 1 400 000 demandeurs d'emploi qui sont, en fait, indemnisés*.

— S'il s'agit de faire jouer la solidarité aujourd'hui, ne faudrait-il pas faire cotiser aux Assedic les fonctionnaires ?

— Pour l'instant, à l'Unedic, il n'existe pas de tel projet. Si la situation se dégrade, il est vraisemblable que le problème se trouvera posé. Ce sera aux organisations de fonctionnaires de négocier avec l'Etat. En tout cas, l'Etat ne nous a jamais saisi officiellement de la question.

— Raymond Barre a fait savoir, le 25 février dernier, qu'il souhaitait que l'Unedic prenne en charge le « chômeur partiel total » au-delà des quatre premières semaines. Etes-vous d'accord ?

— Au fil des années, on a inventé des garanties nouvelles et on a demandé à l'Unedic de les assumer techniquement. Ce n'est pas la peine d'inventer une autre caisse. Autant que toutes les indemnités chômage soient gérées par le même organisme !



André Bergeron : « ***Si la situation se dégrade, il faudra bien faire payer les fonctionnaires !*** » (Photo P. Lebrun)

— La négociation sur les « fins de droits » a sorti de l'ombre tous les chômeurs qui perdent leurs indemnités. Ne faudrait-il pas harmoniser les décisions prises au niveau de chaque Assedic, à propos des prolongations de droits par exemple ?

— Le système ne fonctionne pas comme un couperet ! Nous donnons en permanence des consignes aux commissions paritaires qui siègent dans chacune des Assedic, pour qu'elles tiennent compte du marché local.

Tout cela est difficile à harmoniser, dans la mesure où ce sont des hommes différents qui siègent d'un endroit à un autre. Le plus gros handicap, c'est le nombre de dossiers. Quant au contrôle des chômeurs, d'une façon générale, il devrait relever de la Fonction publique. C'est bien elle qui reconnaît la qualité de chômeur !

— Avez-vous des motifs d'être satisfait, ou déçu, au terme de votre mandat ?

— Je ne suis ni le gouvernement ni le candidat. Nous avons connu des passages difficiles. Au moment de l'informatisation du système, par exemple. Nous n'avons eu de cesse d'améliorer les indemnisations et de renforcer la participation de l'Etat. Et il a fallu faire face à la refonte totale du système à la suite de la réforme de 1979. Aujourd'hui, il y a moins d'injustice.

— Subsiste-t-il des injustices ?

— Le grand problème, avant tout, c'est le goût de l'indemnisation : 35 milliards pour 1980, c'est 5 % de la masse des salaires dans l'industrie, le commerce et l'agriculture. Mais c'est tout le financement de la protection sociale collective qu'il faudrait revoir. Cela ne se résout pas d'un coup de baguette magique.

Il faut préserver avant tout le caractère conventionnel du système : il est plus facile de modifier une convention collective qu'une loi.

Propos recueillis par Catherine MAUSSION

*** NDLR.** — *Ce chiffre de 1 230 000 comprend les 223 377 bénéficiaires de la préretraite. Il faut les retrancher de ce chiffre pour le comparer aux 1 667 700 demandeurs d'emploi. Le taux des indemnisés tourne donc autour de 60 %.*

Rumeurs de licenciements aux Assedic de Paris

Les syndicats CFDT, CGT et FO des Assedic de Paris protestent contre le licenciement d'un agent, Michel Lesage, de l'antenne de Chaillot, qui emploie une quarantaine de personnes.

Les syndicalistes récusent les motifs invoqués par la direction pour justifier cette décision, à savoir des « retards » et un « comportement anormal ».

Ils vont demander des précisions sur ce dossier, à l'occasion d'une rencontre avec la direction prévue pour le 27 mars, ainsi que sur les rumeurs selon lesquelles une quarantaine de licenciements seraient envisagés. Les Assedic de Paris emploie près de 700 agents.

Course contre la montre dans les négociations

Offensive des durs à Varsovie

Les incidents survenus à Bydgoszcz qui ont mis Solidarité en état d'alerte, ont également fait pencher la majorité du bureau politique du côté des tenants d'une « ligne dure », à laquelle l'opinion associe le nom de Stefan Olszowski.

Celui-ci s'est fait progressivement une réputation de fermeté, et on n'exclut pas, à Varsovie, que certains de ses amis aient joué un rôle provocateur dans la capitale poméranienne. Cela afin de favoriser son ascension en provoquant une crise entre le gouvernement et le syndicat libre.

C'est, en tout cas, ce que laisse entendre le président de l'Union des journalistes, Stafn Bratkowski, dans une lettre ouverte diffusée mardi dans la capitale polonaise.

Selon ce dernier — membre éminent du parti communiste — les « durs » s'efforceraient d'*« inciter à des actions justifiant à terme l'usage de la force »*. L'hypothèse n'est pas invraisemblable puisque les quatre autres dirigeants, symboles de la politique de « renouveau », étaient absents du pays lors des affrontements.

UNE *« grève générale et illimitée »* — la première du nom en pays socialiste — prendra-t-elle effet à partir de mardi prochain ? Le principe en a été adopté ce mardi par la commission nationale de coordination de Solidarité, à l'issue d'un débat houleux, qui a aussi décidé des modalités de la « grève d'avertissement » prévue pour vendredi.

Il aura fallu tout le crédit moral de Lech Walesa pour imposer ce sursis aux délégués venus de toute la Pologne pour voter un déclenchement immédiat de l'action : parce qu'il faut « châtier » les responsables des événements de jeudi dernier ; que Solidarité rurale doit être enregistré ; et que le décret antigrève pris par le gouvernement début février doit être supprimé.

Il aura également fallu que Walesa menace de démissionner, qu'il laisse entendre qu'une grève générale immédiate entraînerait la proclamation de l'état d'urgence (dans le cas où celui-ci serait décidé abruptement, la grève suivrait immédiatement) pour que la modération l'emporte, à l'issue de deux tours de scrutin.

L'espoir demeurant mince, les syndicalistes sont sur le pied de guerre. Une direction nationale de dix membres a été désignée, enjoignant aux directions locales de quitter leur bureau pour s'installer dans les grandes entreprises les plus proches. Ainsi, mardi, les représentants de Solidarité se rendaient-ils à l'usine d'Ursus, célèbre pour avoir été, en 1976, le théâtre d'émeutes ouvrières.

En attendant, s'ouvrent ce mercredi, entre le gouvernement et la direction de Solidarité, des négociations dites « de la dernière chance » ; tandis que l'on apprend une réunion de la Diète fixée à lundi prochain. Bien que le conseil européen de Maastricht ait réaffirmé que *« la Pologne avait montré qu'elle était capable de faire face à ses problèmes intérieurs (...) dans un esprit de raison et de responsabilité »*, la presse des pays de l'Est monte en ligne : le quotidien du PC tchécoslovaque, *Rude Pravo*, accuse Lech Walesa d'être payé par l'Occident pour subvertir la Pologne (allusion aux dons consentis par le journal social-démocrate suédois *Arbetet*, le syndicat FO et la centrale américaine AFL-CIO).

A Moscou, *Sovietskaia Rossia* dénoncait l'action d'Adam Michnik et de Jacek Kuron (membres du KOR), tout en publiant des déclarations d'ouvriers polonais affirmant que *« le comité d'autodéfense sociale et l'aile droite du syndicat Solidarité avaient pour objectif d'ébranler, puis de détruire le régime socialiste en Pologne »*.



Des milliers de personnes sont rassemblées devant le siège du syndicat Solidarité à Bydgoszcz. (Photo Czar/Gamma)

La Hollande contre de nouveaux euromissiles

LES Pays-Bas connaissent actuellement un climat préélectoral particulièrement hostile au déploiement de nouveaux euromissiles sur leur territoire, a déclaré Pieter de Geus, ministre néerlandais de la Défense. De Geus, qui s'est entretenu à Washington avec les responsables de la Défense, a indiqué que les Pays-Bas ne feraient pas connaître avant décembre leur décision concernant l'éventuel déploiement, prévu par l'OTAN, de quarante-huit missiles de croisière sur le territoire néerlandais.

De Geus a réaffirmé son opposition à la bombe à neutrons. Il a indiqué que les Pays-Bas étaient favorables au remplacement de certaines armes nucléaires par des armes conventionnelles améliorées. Selon lui, l'effort de défense des Pays-Bas, qui ont consacré 3,5 % de leur produit national brut à leur budget militaire, est « sous-estimé ».

EN 24 HEURES

LIBYE
Les essais d'Otrag

Les activités en Libye de la firme ouest-allemande Otrag, qui construit des fusées « bon marché », pourraient constituer une menace pour la sécurité internationale, indique-t-on de source gouvernementale à Bonn. Otrag — dont le siège est à Munich — a effectué, le 1er mars, un essai en Libye. Le 9 mars, la direction avait indiqué à la presse qu'elle pourrait vendre dès maintenant des fusées porteuses capables de lancer des charges utiles de 100 à 400 kg à une altitude de 80 à 250 km.

AFRIQUE
Accusations contre les Etats-Unis

Le groupe africain à l'ONU a exprimé mardi sa *« profonde préoccupation devant l'appui déclaré donné au régime raciste sud-africain par la nouvelle administration américaine »*. Le président en exercice du groupe, Ferdinand Oyono (Cameroun), a lu à la presse un communiqué avertissant Washington que *« les encouragements et appuis au régime raciste (de Pretoria) ne peuvent pas servir la cause de la paix et de la stabilité en Afrique, ni mener à de bonnes relations avec les cinquante Etats africains »*.

CENTRAFRIQUE
Les Français priés de partir

François Pehoua, candidat indépendant battu à l'élection présidentielle centrafricaine, a accusé le président Valéry Giscard d'Estaing d'avoir *« voulu imposer »* le président Dacko. Il a demandé le départ de Bangui des forces françaises. Pehoua a recueilli 5,33 % des suffrages

GRENADE
Pas d'élections maintenant

« La CIA cherche à déstabiliser le gouvernement de la Grenade », a déclaré, mardi, Maurice Bishop, premier ministre de cette île du sud des Caraïbes, alors qu'il se trouvait en visite à Willemstad, capitale de l'île de Curacao, à l'invitation de son homologue, Don Martina. *« Malgré les pressions des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne pour la tenue d'élections libres dans mon pays, celles-ci n'auront pas lieu pour le moment, la consultation électorale étant incompatible avec une révolution »*, a ajouté Bishop.

AFRIQUE DU SUD
Un ambassadeur trop innocent

Jeane Kirkpatrick, ambassadrice des Etats-Unis à l'ONU, ne connaissait pas l'identité exacte des responsables sud-africains qu'elle a rencontrés le 15 avril dernier pour un déjeuner, a déclaré mardi James Brady, porte-parole de la Maison-Blanche. L'un de ces visiteurs, rappelle-t-on, s'est avéré ensuite être le chef des services de renseignement de l'armée sud-africaine, Van der Westhuizen.

EL SALVADOR
Le massacre en chiffres

Plus de 5 000 personnes ont péri depuis le début de l'année à El Salvador, victimes de la violence politique et, pour la plupart d'entre elles, du fait de l'armée, a annoncé mardi un rapport de l'archevêché de San Salvador, reçu à San José de Costa Rica. Le rapport ajoute que l'Eglise catholique salvadorienne a été l'objet de 300 actes de persécution

Le roi Juan Carlos lance un appel à l'armée

Le souverain a reçu dans son palais de la Zarzuela à Madrid, les chefs militaires espagnols.

LE roi Juan Carlos a lancé mardi aux forces armées espagnoles un appel à la sérénité, face à l'escalade du terrorisme, qu'il a cependant invité à combattre de façon énergique.

Un mois après la tentative de putsch du 23 février, le roi a reçu les plus hautes autorités militaires du pays, à qui il a de nouveau demandé de rester fidèles à la Constitution. Cette réunion sans précédent depuis l'avènement de la démocratie rassemblait quarante-deux lieutenants généraux et généraux.

Le souverain, en uniforme de capitaine général de l'armée, a mis en garde les militaires contre la tentation d'exercer une quelconque influence sur la vie politique du pays. Le roi a tenu à exprimer sa reconnaissance aux forces armées pour *« leur discipline, leur sérénité et leur bon sens »* dans les graves moments vécus. *« Un comportement dont je m'enorgueillis »* a-t-il ajouté.

Le souverain a également affirmé qu'il fallait passer d'une défense patiente à une « énergique offensive », avant d'exprimer son indignation devant les derniers attentats contre des militaires.

Dans la soirée de mardi, c'est le chef du gouvernement, Leopoldo Calvo Sotelo, qui s'est réuni avec les plus hautes autorités militaires du pays. Le but de la réunion était d'analyser les dernières mesures prises par le gouvernement contre le terrorisme.

Arrestations au Pays Basque

Une trentaine de personnes soupçonnées d'avoir des relations avec l'organisation séparatiste basque ETA-militaire ont été arrêtées dans le Pays basque, au cours des dernières vingt-quatre heures. Toutes ont été plaçées au secret, en vertu de la loi anti-terroristes.

D'autre part, le texte du projet de loi gouvernemental définissant l'état d'alerte, l'état d'exception et l'état de siège sera soumis la semaine prochaine aux Cortès pour adoption.

La mesure la plus efficace pourrait être la décision de confier la surveillance des frontières à l'armée. La frontière franco-espagnole devrait se transformer en une barrière infranchissable pour les terroristes, soupçonnés de se livrer à un va-et-vient incessant entre le Pays basque espagnol et leur sanctuaire du Pays basque français.

Signalons enfin que les Dix, réunis à Maastricht, aux Pays-Bas, ont tenu à féliciter *« le roi, le gouvernement et le peuple espagnol »* pour leur *« réaction »* lors du putsch manqué de février.

Le printemps promet d'être chaud

Nouveau mouvement de contestation dans la jeunesse allemande

Privés de leaders connus, les jeunes rejettent les thèses terroristes des années soixante-dix. Mais, pour exprimer leur mécontentement, il multiplient les occupations de maisons vides ou les manifestations en tout genre.

LE printemps promet d'être agité en Allemagne fédérale et à Berlin-Ouest, où les occupations de maisons vides et autres manifestations de jeunes se multiplient à tel point que la presse commence à parler de l'éclosion d'une nouvelle « opposition extra-parlementaire » (APO).

A la différence de celle conduite par Rudi Dutschke, à la fin des années soixante, cette « deuxième APO » n'est pas clairement politisée. L'explosion simultanée de foyers de révolte à Fribourg-en-Brisgau, Nuremberg ou Berlin -- où le phénomène « punk » a pris une grande extension ces dernières années -- paraît plutôt l'expression d'une frustration et d'un « ras-le-bol » latents d'une grande partie de la jeunesse.

Privé de tout leader, ce mouvement rejette largement les thèses terroristes des années soixante-dix. « *Des sympathisants des terroristes ont bien essayé d'exercer leur influence sur les occupants de maisons, mais pratiquement sans succès* », estime le ministre fédéral de l'Intérieur, Gerhart Baum (libéral, FDP).

La classe politique se trouve ainsi confrontée à une situation entièrement nouvelle, d'autant plus délicate pour elle qu'elle ne dispose d'aucun interlocuteur précis. Le dialogue avec l'ancienne APO était difficile, mais possible. Impossible aujourd'hui d'imaginer un renouvellement d'une fameuse joute oratoire ayant opposé, en 1968, sur le toit d'une voiture, le ministre berlinois de l'Intérieur à Rudi Dutschke.

Une répression sévère — prônée par l'opposition chrétienne-démocrate — est refusée par la majorité. « *Nous devons au contraire éviter de rendre l'Etat haïssable dans cette affaire* », estime Baum, qui condamne l'arrestation « expéditive » de 141 jeunes par les autorités régionales de Bavière, début mars, à Nuremberg. Et il qualifie de « néfaste » l'intention de ces dernières de doter leur police de projectiles en caoutchouc, comme en Irlande du Nord, ou de produits vomitifs pour les canons à eau.

Une nouvelle politique immobilière, qui mettrait longtemps à porter ses fruits, ne résoudrait pas le fond du problème. De l'avis général, la question du logement n'est que l'occasion et sûrement pas la cause unique de la crise actuelle.

La plupart des occupants de maisons rêvent de former des communautés, pour « *recréer la chaleur d'un village à l'intérieur de la ville* », selon l'expression de l'un d'entre eux.



(Photo Gamma)

Cette jeunesse idéaliste, antinucléaire et antimilitariste, tellement différente des conquérants du « miracle économique » allemand, ne se sent plus grand-chose de commun avec les responsables qui sont censés assurer son avenir.

« *Il est compréhensible que ces jeunes aient parfois l'impression, fausse, de ne rien pouvoir obtenir sans faire appel à la violence,* » déclare le maire social-démocrate de Hambourg, Hans-Ulrich Klose. « *Nous payons peut-être le prix de notre loi électorale qui empêche le petit Parti écologiste d'être représenté à l'Assemblée fédérale* », confie un autre responsable du SPD.

Plusieurs dizaines de députés de ce parti semblent tentés de risquer un retour dans l'opposition pour y retrouver une « pureté » social-démocrate usée par l'exercice du pouvoir. Les organisations de jeunes du SPD comme du FDP (« jusos » et « judos »), qui soutiennent publiquement les occupations de maisons, défendent sur de nombreux autres points (nucléaire, désarmement...) des positions diamétralement opposées à celles de la coalition gouvernementale de leurs aînés à Bonn.

La Côte-d'Ivoire en quête d'un équilibre démocratique

Le 6 mars dernier, quarante-six détenus mouraient asphyxiés dans une cellule de la caserne de gendarmerie d'Agban, dans la banlieue d'Abidjan. Le libéralisme du régime ivoirien en sortait démythifié. Mais celui-ci n'en demeure pas moins un des régimes les moins répressifs d'Afrique.

LE « Vieux » — c'est ainsi qu'est surnommé dans son pays le chef de l'Etat ivoirien, Félix Houphouët-Boigny, soixante-seize ans —, tient solidement la barre.

Contrairement à son ami Léopold Sédar Senghor, il n'a pas l'intention de décrocher dans l'immédiat. Au pouvoir depuis l'indépendance du pays, en 1960, il est l'un des derniers chefs historiques de l'Afrique. La Côte-d'Ivoire reste un îlot de stabilité dans une zone de tempêtes.

Conscient cependant de la nécessité de consolider son régime, Houphouët-Boigny s'est lancé, il y a quelques mois, dans une politique de « changement dans la stabilité ». Le parti unique, PDCI (Parti démocratique de la Côte-d'Ivoire), demeure le seul maître du jeu. Mais, lors des élections législatives des 9 et 23 novembre dernier, plusieurs membres du parti pouvaient briguer le même siège. C'est ainsi que 649 candidats ont brigué 147 sièges de députés. L'Assemblée compte aujourd'hui 80 % de nouveaux députés.

Autre changement significatif : la fin de la toute-puissance de Philippe Yacé qui, pendant de longues années, fit figure de dauphin. Président de l'Assemblée nationale et secrétaire général du parti, Philippe Yacé a été écarté de ces postes clés.

Le « Vieux » entend qu'un certain jeu démocratique s'organise..., ce qui ne signifie pas que le pluralisme des partis soit pour demain. Les limites de la libéralisation sont tracées.

Le drame récent de la prison d'Agban a rappelé d'autre part à l'opinion publique internationale que la Côte-d'Ivoire n'était pas un modèle sur le plan humanitaire. Quarante-six Ghanéens, accusés de banditisme, étaient entassés dans une cellule de quelques mètres carrés. Houphouët, il est vrai, a tenu à marquer sa « *profonde réprobation d'un tel comportement* ».

Une nation sereine

Le père de la nation ivoirienne a également accepté d'accorder le droit d'asile à Bokassa. Mesure particulièrement généreuse à l'égard de ce tueur d'enfants, qui s'explique par le refus de Giscard d'être conséquent avec lui-même en accueillant celui-ci en France. Mesure accueillie en tout cas sans enthousiasme par la nation ivoirienne.

A l'étranger, la Côte-d'Ivoire, en dehors de sa stabilité économique, est réputée pour être le pays africain du miracle économique. Mais cette image doit être aujourd'hui nuancée. Les cours du café et du cacao se sont effondrés sous l'effet de la spéculation, ce qui a entraîné une dégradation des revenus. Le taux de croissance est tombé de 7 à 2 % l'an dernier.

L'espoir vient de la mer, où un gisement pétrolier de 600 millions de tonnes a été découvert à 55 kilomètres d'Abidjan. L'autosuffisance pétrolière est pour 1983.

Face à la crise, la Côte-d'Ivoire, à l'image de son chef, reste sereine.

Alain GARABIOL

LIVRES ET DOCUMENTS

La rengaine du Guatemala

« *IL aura fallu la guerre de libération nationale entreprise (et gagnée) par les sandinistes contre la vieille dictature des Somoza, au Nicaragua, pour rappeler à l'opinion mondiale l'existence de l'Amérique centrale et des petits pays qui la composent.* » C'est par cette phrase que Christian Rudel, spécialiste des problèmes latino-américains au journal *la Croix*, commence son ouvrage sur le Guatemala.

De fait, depuis le triomphe de la révolution au Nicaragua, l'Amérique centrale reste au centre de l'actualité internationale. Soutenu par l'Internationale socialiste et toutes les forces progressistes européennes, le peuple salvadorien mène un combat héroïque pour sa liberté. Dans les pays voisins du Honduras et du Guatemala, face aux oligarchies terriennes et aux multinationales, les organisations populaires se mobilisent.

L'ouvrage de Christian Rudel nous permet de faire un retour en arrière. Le Guatemala est un pays qui a approximativement la superficie de la Hongrie. On y compte un peu plus de 7 millions d'habitants, dont la majorité est d'ascendance indienne. Outre l'espagnol, qui est la langue officielle, quatre langues dominent : le quiché (24 % de la population totale), le mam (20 %), le kekchi (12 %) et le cakchiquel (12 %). Au cours des siècles, la population indienne a été pratiquement mise à l'écart des décisions économiques et politiques. Elle reste aujourd'hui soumise aux intérêts des propriétaires fonciers et des sociétés étrangères qui exploitent le pétrole, le nickel et le cuivre.

On comprend mieux pourquoi les réformes entreprises par Jacobo Arbenz, au début des années 50, ne pouvaient bouleverser les structures du pays. Elles ne visaient en fait, souligne Christian Rudel, qu'à transformer le Guatemala en « *un pays capitaliste moderne et indépendant* ». Pourtant, c'était déjà aller à l'encontre des intérêts des Etats-Unis dans cette région du monde. En juin 1954, une armée de mercenaires réunis par les soins de la CIA et des compagnies bananières américaines envahit le Guatemala, à partir du Honduras. En quelques semaines, toute l'œuvre réformatrice de Jacobo Arbenz était détruite.

Cela s'est passé cinq ans avant la victoire de Fidel Castro à Cuba. John Foster Dulles, alors secrétaire d'Etat américain, avait accusé le Guatemala de verser dans le communisme. Aujourd'hui, le général Alexander Haig, responsable de la politique étrangère à Washington, chante la même rengaine à propos d'El Salvador.

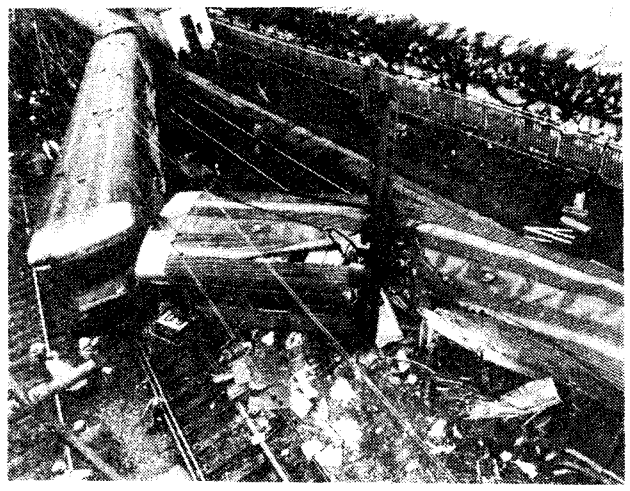
Edouard BAILBY

• Guatemala, terrorisme d'Etat, *par Christian Rudel. Ed. Karthala, 180 pages, Paris, 1981.*

Pour contrer les actes de malveillance

Premier train de mesures à la SNCF

Les accidents ferroviaires de Beaune et de Lyon viennent de souligner encore l'urgence d'un plan de sécurité, que les syndicats de cheminots réclament en vain depuis dix ans. Pourtant, depuis l'attentat du 24 janvier dernier, qui causa la mort d'un conducteur sur la ligne de Paris à Roissy, la SNCF a mis un certain nombre de mesures à l'étude. En avant-première, voici leurs principales orientations.



(Photo AP)

UNE réunion entre les fédérations syndicales FO et CGT des cheminots et les dirigeants de la SNCF avait eu lieu quatre jours seulement après l'attentat pour amorcer ce programme. Il portera sur trois points.

Dangereusement exposées aux projectiles et aux éventuelles collisions, les cabines des conducteurs seront renforcées. Avant même d'être conçues différemment de ce qu'elles sont aujourd'hui, elles devront être équipées de vitres beaucoup plus résistantes qu'actuellement; la fédération FO des cheminots précise à cet égard que la SNCF étudie des modèles couramment utilisés pour les avions.

Ensuite, les ponts — qui offrent autant de positions pour le lancement de projectiles — seront neutralisés, entre autres, par l'élargissement des grillages qui les entourent et le relèvement de leurs parapets. Ces mesures seront appliquées en priorité dans ces zones névralgiques que constituent les abords des grandes villes.

Enfin, dans ces mêmes zones, la surveillance sera renforcée. Selon la fédération FO des cheminots, dix à quinze agents dotés de véhicules permettant de repérer les agresseurs et d'alerter instantanément la police y seraient affectés d'ici à la fin du mois.

Outre la prévention des actes de malveillance, dont la liste continue de s'allonger, il est à prévoir que la SNCF devra également s'efforcer de réduire les risques d'accidents d'origine purement technique : déraillements, bien sûr, comme celui du 12 mars à Villeneuve-Saint-Georges; mais aussi arrêts momentanés, à l'exemple de celui qui causa la mort d'un jeune appelé dans la nuit du 16 mars à la gare de Lyon-Guillotière.

La multiplication de semblables drames ne paraît naturellement guère favorable à l'image de marque de la SNCF. L'union régionale parisienne de la Confédération syndicale du cadre de vie, quant à elle, s'interroge plus généralement au sujet de la détérioration des transports en commun : « *La succession des accidents, tant à la RATP qu'à la SNCF, est-elle simplement le fruit de coïncidences malheureuses? Nous demandons que, parallèlement aux enquêtes sur les causes de ces accidents, des mesures soient prises pour améliorer le transport et la sécurité des usagers.* »

Eric LAMON

Vacances au féminin singulier

Chantal, Sophie, Simone et les autres... Un groupe de femmes vient de créer une association originale pour préparer des vacances « pas comme les autres » pour leurs semblables.

« ON voulait faire quelque chose pour aider des femmes de tous âges, de toutes conditions, celles qui n'osent pas partir seules », *expliquent les fondatrices.*

En effet, se retrouver sans homme à l'hôtel devient une véritable épreuve. Non seulement à cause du regard des autres, de la « drague », mais parce que ça coûte de plus en plus cher et que les conditions de vie actuelles ne favorisent guère une véritable politique de loisirs. Bien sûr, il a les clubs ou les agences de voyage; mais l'ambiance souvent forcée qui y règne ne plaît pas à tout le monde.

Il y avait bien eu, voici environ deux ans, une tentative organisée par des femmes pour sensibiliser par le tourisme une clientèle féminine, voire féministe, aux problèmes du tiers monde; mais l'expérience est restée limitée.

Chantal, Sophie, Simone et les autres ont cette fois prospecté et réussi à retenir un hôtel, du 12 au 19 avril, complet sur la Costa Brava, entre Rosas et Cadaquès, d'une cinquantaine de places, pour 1 500 francs en pension complète, voyage compris.

« Ce sera l'occasion de comparer nos modes de vie, d'éducation des enfants. Et puis, se retrouver entre nous, pourquoi pas ? Les hommes ont bien « leurs » congrès, « leurs » séminaires... »

Jean GLEIZE

• *« Les femmes s'évadent », 70, bd Saint-Michel, 75006 Paris. Tél. : 326.48.37.*

TRIBUNE

Le sombre bilan des associations de jeunes

par Alain BARRAU*

DEPUIS de nombreuses années, les associations de jeunesse et d'éducation populaire mettent en œuvre des activités qui intéressent l'ensemble de notre pays. Elles permettent chaque année à des millions d'enfants et d'adolescents de partir en vacances. Elles animent les clubs et les maisons des jeunes et de la culture. Elles forment des milliers d'animateurs bénévoles ou professionnels...

On pourrait à loisir allonger la liste des activités que ces associations développent partout en France, dans les villes comme dans les campagnes. Au-delà du pluralisme idéologique, culturel et pédagogique qui les caractérise, c'est en fonction d'un choix éducatif qu'elles agissent, sur les lieux mêmes de la vie quotidienne, loin des phares de l'actualité et du sensationnel.

Pourtant, elles ont décidé, dans le cadre du CNAJEP, large plate-forme qui regroupe sur une base volontaire 92 associations et fédérations nationales, de mener à bien une réflexion commune et de dresser un large bilan de la situation des jeunes en France au regard de leur formation, de leurs loisirs et de leur entrée dans la vie active. Par cette démarche, elles s'adressent aux pouvoirs publics, qui ont la responsabilité de la politique de la jeunesse, mais aussi aux partis politiques et aux différents candidats à l'élection présidentielle. En sortant de leur réserve, elles prolongent leur action éducative et dénoncent la situation qui leur est faite par un gouvernement qui, à l'inverse de ce qu'il proclame dans son discours officiel, pratique une politique d'abandon et d'étranglement progressif des associations. Ce bilan de la situation des jeunes n'est pas seulement celui de leurs associations, c'est surtout, et c'est encore beaucoup plus grave, celui des conditions d'existence de la jeunesse elle-même. Une jeunesse qui, aujourd'hui, n'a pas droit à l'emploi ; une jeunesse qui n'a pas droit à une formation adaptée à ses aspirations. Chômage et dequalification, exclusion et marginalisation transparaissent dans ce bilan sans complaisance :

• Plus de 700 000 jeunes de moins de vingt-cinq ans sont aujourd'hui sans emploi ; plusieurs millions d'autres ont, par nécessité, recours au travail intérimaire, sans garantie, sans qualification, sans intérêt ;

• Les jeunes les moins qualifiés et les jeunes femmes sont les plus touchés par ce problème de l'emploi. Ces exclus restent exclus des mesures gouvernementales telles que les pactes pour l'emploi, qui, de toutes façon, servent plus les entreprises que les chômeurs ;

• L'environnement dans lequel vivent les jeunes est aussi mis en cause : le cadre de vie n'est adapté ni à l'enfance ni à la jeunesse ; les loisirs ne leur sont guère accessibles ;

• La répression sans cesse accrue dont sont aujourd'hui victimes les jeune est dénoncée. La loi anti-casseurs et la procédure des flagrants délits, Sécurité et liberté porte atteinte aux aspirations de la jeunesse en amalgamant « jeune » en général et « jeune chômeur » en particulier avec « délinquant ».

Tout concourt donc, aujourd'hui, à alimenter le malaise qui marginalise les jeunes dans une société dont ils représentent pourtant les forces vivantes, dynamiques et créatrices.

Les associations de jeunesse et d'éducation populaire membres du CNAJEP devaient présenter ce sombre bilan au Haut-Comité de la jeunesse, des sports et des loisirs, le 24 mars. Elles espèrent en débatte avec le ministre et les représentants de toutes les administrations concernées. Ce devrait être pour elles l'occasion de poser les questions du fondement même de la politique de la jeunesse et de ses moyens.

(*) Président du CNAJEP

CNAJEP : Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire, 30, rue Cabanis, 75014 Paris. Tél. 336.04.41.

Se soigner en famille

La thérapie familiale, vous connaissez ? C'est une technique qui a vingt ans et vient des Etats-Unis. Pour la première fois en Europe, l'Institut d'études de la famille et des systèmes humains, dirigé par le psychologue Mony Elkaïm, organise un congrès international sur « La thérapie familiale et la pratique de réseaux ».

DU 26 au 28 mars, au Palais des Congrès de Bruxelles, seront réunis les plus grands chercheurs et praticiens des techniques de thérapie familiale : Mony Elkaïm, Donald Bloch, Léon Cassiers, Helm Stierlin, Philippe Caillé et Karl Whiteker, entre autres. Ateliers, séminaires et débats auront pour thèmes les recherches en thérapie familiale, l'analyse systémique, le travail social, la pratique de réseaux et les institutions.

La thérapie familiale ouvre en fait une voie entièrement nouvelle à la psychanalyse : le patient n'y reste pas plus sur le devant que dans son fauteuil, seul face à son thérapeute ; il est entouré de sa famille, et demeure en situation dans ce groupe bien réel. Il s'agira donc de redistribuer les rôles au sein de cette micro-société qu'unit un foyer, et que l'on accuse de bien des maux. « *La présence neutre du thérapeute permet de ne pas faire tourner au psychodrame stérile les affrontements qui ne manquent pas de se produire* », précise Hélène Brunswig (1), du TREF, centre spécialisé et gratuit où se pratique cette thérapie (2).

Si la thérapie familiale évite bien souvent le détour solitaire par l'inconscient, elle permet aussi de dépasser le « nœud de la famille ». Et surtout de renvoyer certains problèmes qui la perturbent à une société qui ne cherche qu'à institutionnaliser toute souffrance...

Diane MILLER

(1) Plus connue sous le nom d'Hélène Frédéric et co-auteur avec M. Malinsky du livre Martin, un enfant battait sa mère : *J.-P. Delarge.*

(2) TREF, 52, rue du Four, 75006 Paris. Tél. : 544.65.10.

• **Un berger de Kirghizie** qui se baignait dans une rivière vit un aigle fondre, toutes serres dehors, sur le poste à transistors qu'il avait laissé allumé sur la rive et l'emporter avec lui dans les airs.

Alerté quelques jours plus tard par de la musique provenant d'un piton rocheux, le berger comprit qu'il s'agissait du poste qui lui avait été dérobé.

Pendant plusieurs jours et plusieurs nuits, l'aigle et ses petits se sont gorgés de musique. Quand les piles se sont épuisées, les aigles ont rejeté le poste hors du nid.



INCERTAINS SOURIRES

POSTICHES POUR CANICHES

Des perruques pour chiens chauves, c'est l'extraordinaire mode lancée par la Japan Trimming School de Tokyo. Au départ, il ne s'agissait que de réparer les plaies et bosses récoltées aux coins des rues par de trop agressifs molosses ; mais le quotidien nippon *Mainichi* constate que les moumoutes tendent désormais à rendre « du poil de la bête » aux plus modestes toutous d'appartement, que leur mélancolique solitude incline à « se faire des cheveux ». Elégamment réalisées en nylon, en soie, voire en authentique pilosité garantie d'origine animale, puis teintes en harmonie avec le pelage des « clients », ces postiches, qui coûtent entre 125 et 500 F, font, paraît-il, fureur dans les niches les plus huppées.

DES AFRICAINS VENUS DE L'ESPACE ?

La population malienne des Dogons semble de longue date mieux renseignée sur Sirius, l'étoile la plus brillante vue de la terre, que les astronomes occidentaux. C'est ce qui ressort d'une communication présentée par le professeur Paul Couteau, spécialiste des étoiles doubles à l'université de Nice, dans un colloque sur ce sujet qui se tenait jusqu'à samedi à Paris. Selon cet expert, cette tribu d'agriculteurs et d'éleveurs agricoles connaissait de longue date l'existence d'un satellite de Sirius, qui n'a pu être repéré en Europe qu'en 1870. Aucune explication scientifique n'étant acceptable pour une telle compétence, toutes les hypothèses les plus extraordinaires restent envisageables, y compris celle selon laquelle les ancêtres des Dogons seraient venus d'ailleurs.

RENARD PEU RUSE

Recherché par la police, André Renard, vingt-six ans, avait eu la mauvaise inspiration de venir assister à l'audience du palais de justice de Nantes où comparaissaient ses trois complices dans un hold-up. Remarqué par les signaux et les clins d'œil qu'il adressait aux accusés, invité à décliner son identité, Renard a été reconnu et arrêté sur-le-champ.

PERDANT AU STRIP-POKER

C'est dans le plus simple appareil, quoique barbouillé de la tête aux pieds de pâte dentrifice, qu'un homme d'affaires belge a fait appel à la police de Singapour. Au terme d'une partie de poker effrénée dans sa chambre d'hôtel, Dirk De Witt, trente-neuf ans, avait laissé les derniers contreforts de sa pudeur aux mains de ses deux charmantes partenaires, Lau Eng et Margaret Ping, toutes deux âgées de dix-neuf ans. Le tribunal du célèbre port s'est offusqué de ce que celles-ci se soient ensuite éclipsées sans demander leur reste.

UN CENTENAIRE VAINCU PAR LE TABAC

La nicotine a finalement eu raison du doyen des Yougoslaves. Vukadin Mitcovic, né en 1861 au Montenegro, avait en effet sainement vécu sans boire une goutte d'alcool, ni fumer une bouffée de tabac pendant quatre-vingt-dix ans.

IL ROULAIT POUR DES BILLES

Plusieurs millions de billes en matière plastique se sont répandues sur la chaussée de Glorieux, près de Verdun, dans la Meuse. Destinées à la fabrication de tableaux de bord d'automobiles, ces vingt-trois tonnes de billes en polypropylène synthétique circulaient à bord du camion d'Alain Olivier, vingt-cinq ans, lorsque, aveuglé par les phares d'un véhicule arrivant en sens inverse, il a percuté un pylône électrique, provoquant le déversement de tout son chargement. Après une homérique partie de billes dans l'obscurité, les sapeurs-pompiers locaux se sont résignés à appeler une pelleteuse au secours.

AMENDE POUR UN FAUX DEFUNT

Pour avoir fait le mort pendant quelques minutes, un jeune Australien a été condamné à près de 1 500 francs d'amende par le tribunal de Sidney. Andrew George Goff, trente et un ans, avait été ramassé apparemment inconscient au beau milieu d'une rue de cette ville. Transporté de toute urgence à l'hôpital le plus proche, il avait subi sans réagir les manœuvres habituelles de réanimation, jusqu'au moment où il s'est redressé de lui-même sur son séant et en souriant pour expliquer qu'il ne s'agissait que d'une farce. La justice ne semble pas avoir apprécié sa forme d'humour... froid.

Offensive du monopole contre les radios libres

Les radios libres refont beaucoup parler d'elles depuis quelques semaines. Matériel saisi, émissions bouillées, animateurs poursuivis... le pouvoir veille. Surtout à l'approche de l'élection présidentielle.

SI la liberté de la presse a été instituée en 1881, l'Etat dispose d'un monopole absolu sur la radio-télédiffusion *(voir encadré)*. Monopole violé quotidiennement par Europe 1, RTL, Sud-Radio et RMC. Ces stations périphériques émettent de l'étranger ; mais leurs bureaux et leurs rédactions sont installés sur le territoire français en toute impunité. Ce n'est un secret pour personne que leur audience dépasse largement celle de Radio France.

L'Etat ne les tolère en fait que pour mieux les contrôler, par l'intermédiaire de la Sofirad, d'Havas pour RTL, sociétés dans lesquelles il détient la majorité. Résultat : l'information est soigneusement bâillonnée.

Des radios récentes

Les radios pirates, elles, sont récentes. En 1968, Radio Sorbonne faisait des émissions éducatives, et Radio-Verte, la première radio écologiste, était lancée en 1977. 1978 vit fleurir Radio-Joufflu, Radio-Onz'débrouille, Radio-Roquette, Radio-Flip, qui connurent toutes des existences plus ou moins éphémères, des émissions plus ou moins balbutiantes. Sur le plan, technique, lancer une radio ne pose pas de gros problèmes et n'exige pas d'énormes moyens financiers. Une antenne, un magnétophone, deux micros et une table de mixage suffisent à improviser une station, pourvu qu'on ne cherche pas à acquérir une audience autre que confidentielle.

Seulement, les radios pirates dérangent. Pire, elles inquiètent, on cherche par tous les moyens, ces temps-ci, à les faire taire. Comment expliquer sinon que les locaux de la Radio CGT-Lorraine cœur d'acier aient été investis le 20 janvier par les forces de l'ordre, que le matériel de Radio-Lille 80, de Radio-Barberouge à Toulouse et de Radio-Libre Avignon aient été respectivement saisis le 30 janvier, le 12 février et le 8 mars dernier ? Le 12 mars, celui de Radio-CGT 83, qui fonctionnait pour la deuxième fois à La Seyne, dans le Var, a été lui aussi confisqué par les policiers, *« agissant dans le cadre de la procédure des flagrants délits »*, mais sans mandat de perquisition.

Dans un message adressé à la municipalité d'union de la gauche, la fédération socialiste a souligné que *« le discours giscardien sur la liberté d'expression est totalement contredit par les faits »*.

Canal 75 avait annoncé, à grand renfort de publicité dans trois quotidiens, sa naissance pour le 9 mars. Le projet était ambitieux : les animateurs voulaient faire une radio populaire le matin, culturelle l'après-midi et musicale la nuit. Et se financer par la publicité privée. Vingt-quatre heures plus tard, une cinquantaine de CRS investissaient les locaux, saisissaient l'émetteur, l'antenne de la station et 50 000 francs de matériel. *« Le pouvoir giscardien n'accepte aucune autre parole que la parole officielle »*, constatait Maurice Séveno.

Le 14 mars, sans se décourager, Canal 75 reprenait ses émissions sur 88,80 MHz. L'équipe ne désespère pas de prouver qu'on peut créer une nouvelle forme d'information. Radio-Gilda, autre radio indépendante parisienne, qui a émis les 7 et 14 mars, est parvenue à déjouer les interventions policières, en prenant garde à ne pas annoncer publiquement d'où elle émettait. Il est toujours aisé aux spécialistes à bord de voitures gonio d'arracher une antenne, plus difficile en revanche de repérer l'émetteur. Radio-Gilda, elle aussi, veut insister sur la vie de quartier, mais ses programmes, comme ceux de ses consœurs, sont fréquemment brouillés.

Un bourdonnement sourd

Compte tenu de la faiblesse des émetteurs, un bourdonnement sourd et grave rend inaudibles souvent les propos.

Le 17 mars, cinq élus de la municipalité d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), comparaissaient devant la cinquième chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Versailles, dans les Yvelines. Pierre Thomas, le maire communiste, et quatre de ses adjoints avaient participé les 14 et 15 décembre 1980 à une émission intitulée « Vivre à Aulnay-sous-Bois », diffusée depuis l'hôtel de ville. *« Les élus doivent connaître la loi »*, a estimé le substitut, qui a requis des amendes de 10 000 à 15 000 francs.

C'est pour éviter toutes ces tracasseries juridiques inhérentes à la clandestinité, pour empêcher que son matériel ne soit saisi, que Radio K a décidé d'agir *« en toute légalité »*, en émettant, à partir du 24 mars, depuis San Remo.



Les policiers saisissent le matériel de Canal 75

Et ce, en dépit des menaces proférées par le ministre de la Culture et de la Communication. Jean-Philippe Lecat déclarait en janvier : *« Pas plus que l'anarchie intérieure, le gouvernement ne tolérera l'anarchie venue de l'extérieur. »*

Lors de son voyage à Rome, Valéry Giscard d'Estaing tentait d'exercer des pressions sur le gouvernement italien. Le 21 janvier, l'interdiction d'émettre était notifiée à Radio K par le ministère italien des Télécommunications, à la suite d'une intervention de Télédiffusion de France (TDF). Mais, en février, le tribunal administratif de Florence cassait cette décision. En Italie, depuis que le monopole a été déclaré anticonstitutionnel en 1976, il n'y a pas de loi qui permette d'interdire les émissions. Radio K devrait couvrir les Alpes-Maritimes, le Var et les Bouches-du-Rhône. Le financement sera assuré par de la publicité, là encore, mais *« volontairement autolimitée à cinq minutes par heure »*, si l'on en croit ses animateurs. Ceux-ci sont visiblement optimistes. Ils ne se sont pas lancés dans l'aventure à la légère : *« Notre émetteur est tellement puissant, 2 millions de watts, que si TDF veut nous brouiller, cela perturbera également les communications de l'OTAN. »*

Carine LENFANT

De Louis XVI à Giscard

ON a toujours cherché à contrôler les échanges d'idées, d'informations et d'opinions entre les gens. La monarchie surveillait le courrier privé, et dès 1793 l'Etat s'assurait le monopole du télégraphe aérien, que l'on venait d'inventer. L'apparition des ondes radio-électriques eut le même effet. En 1911, le monopole était renforcé par le biais des PTT.

Toutefois, quelques radios disposant pour des raisons techniques d'une faible audience locale se voyaient accorder des « concessions provisoires et révocables ». En 1926, on limite à onze ces postes privés, l'Etat s'engageant à créer pour sa part un office national de la radiodiffusion, qui définirait et réaliserait des programmes, contrôlerait leur diffusion et se chargerait de l'entretien des réseaux.

En 1945, le monopole est étendu à la télévision. La loi de 1972 régit le statut de l'ORTF et celle d'août 1974, qui régit celui des sept sociétés issues de son éclatement, ne fait que confirmer ce monopole prévu à l'article L 39 du code des PTT.

Bizarrement, aucune sanction pénale n'est prévue en cas de violation.

Ce vide juridique a été comblé il y a trois ans. Le 20 juillet 1978, un article était adopté par le Parlement. Quiconque enfreindrait la loi serait passible d'amendes de 10 000 à 100 000 F, et d'un mois à un an d'emprisonnement. Le tribunal, en cas de condamnation, pouvant ordonner la confiscation des installations et des appareils.

Interné abusivement pendant onze ans dans un hôpital psychiatrique

Marc Blanc-Lapierre recevra 170000 francs de dommage et intérêts

L'Etat a été condamné le 26 janvier dernier à verser 170 000 francs de dommages et intérêts à Marc Blanc-Lapierre. Ce professeur de mathématiques, interné de 1952 à 1963 à l'hôpital Marchant, à Toulouse, demeure persuadé qu'il a été victime d'une confusion de noms.

DANS son logement de Rueil-Malmaison aménagé en bureau de travail, Marc Blanc-Lapierre nous fixe intensément derrière ses lunettes de myope. D'abord défiant, puis volubile, il ne dissimule pas sa relative satisfaction. « *Pour l'instant j'ai gagné contre uen administration puissante, mais ce jugement est de nature « diplomatique ». Il ne répond pas aux mensonges administratifs dont j'ai été victime. On renvoie en quelque sorte les parties dos à dos. On m'octroie ces 170 000 francs (j'en demandais 200 000), comme si c'était aussi le prix de mon silence.* »

Le 13 juillet 1952, Marc Blanc-Lapierre s'évanouit lors d'une bousculade au passage du Tour de France. Conduit à l'hôpital Purpan, alors qu'il est démuni de papiers d'identité et d'argent, il est transféré un mois plus tard à l'hôpital psychiatrique Marchant. Coïncidence ? Un malade amnésique répondant au nom de Max Blanc s'en est échappé quelque temps auparavant. Pour Marc Blanc-Lapierre, cette confusion de noms est à l'origine de son odyssée asilaire. Le tribunal de grande instance de Toulouse ne l'a pas suivi sur ce point, il a seulement estimé qu'au bout d'un an l'internement d'office aurait dû être transformé en internement volontaire, ce qui aurait permis au médecin de le faire sortir. Faute de cela, seul le préfet disposait de cette compétence.

« *Dans le jugement rendu, il est question de « simulation » pour m'introduire dans le milieu psychiatrique à des fins de recherches personnelles. Si j'ai simulé la folie, comme on tendrait à le faire croire, c'est donc que je n'étais pas fou. Comment l'administration peut-elle alors justifier de mon admission à l'asile ?* » s'insurge Marc Blanc-Lapierre.

Les propos sont d'une parfaite cohérence...

Pendant dix ans, de 1953 à 1963, Marc Blanc-Lapierre a animé à l'hôpital une « université psychiatrique », en accord avec le médecin-chef, le docteur Perret. « *C'était un lieu d'expression libre* », tient-il à préciser. Il fréquentait, aussi, assidûment la faculté des sciences de Toulouse, où il a obtenu plusieurs diplômes universitaires. En tant que « malade », il semble qu'il ait bénéficié d'un statut de faveur, à une époque où la psychiatrie « de secteur », sans assignation forcée à l'hôpital, en était à ses balbutiements.

« *On s'est servi de moi,* explique le professeur, *parce que cela donnait une certaine image de marque à l'établissement. En fait, on m'a exploité. Un ensemble d'erreurs administratives et de fausses déclarations ont abouti à me classer comme malade mental.* »

Le diagnostic de « schizophrénie à éclipses » serait aujourd'hui remplacé par « bouffées schizophréniques aiguës ». Question de terminologie pour une maladie qui présente de nombreuses difficultés de repérage, de l'aveu même des spécialistes.

Marc Blanc-Lapierre ne déclenchera pourtant une première action judiciaire qu'en 1965, deux ans après sa sortie de l'hôpital. « *Je n'ai pas porté plainte pour « internement arbitraire » mais pour les préjudices subis.* » Il venait de se voir refuser une demande de reclassement professionnel sous le motif : « malade psychotique ».

Aidé de son avocat, Me Deplanque, Marc Blanc-Lapierre élabore patiemment un véritable cahier de doléances contre l'hôpital Marchant et la préfecture de Haute-Garonne. Trente-cinq pages dactylographiées et deux cent quatorze documents sont joints au dossier. L'affaire traîne,



Marc Blanc-Lapierre : onze ans pour rien en hôpital psychiatrique. (Photo DR)

s'enlise. Marc Blanc-Lapierre reprend goût à la vie normale, et publie aux éditions Eyrolles, en 1971, un gros ouvrage de mathématiques supérieures. Ses ennuis pourtant ne sont pas terminés. En 1973, rebondissement : il est incarcéré à Toulouse, accusé d'avoir proféré des menaces de mort à l'encontre de Mlle Grandmontagne, le nouveau médecin-chef de l'hôpital psychiatrique.

Expertise, contre-expertise, il est bientôt relâché mais poursuivi judiciairement. Il sera finalement acquitté en 1975 par le tribunal de Bordeaux. Toutes ces mésaventures, il les raconte, en 1978, dans un nouvel ouvrage, publié chez Robert Laffont, « *Suis-je donc fou ?* ».

« *Que voulez-vous, je suis un créateur. C'est génétique* », déclare-t-il avec emphase.

L'homme se consacre désormais à l'« exodactique », une « méthodologie des connaissances » qu'il a mise au point « pour en savoir plus en étudiant moins ». Catégorique, il ne souhaite pas dévoiler l'état de ses travaux. Quatre personnes « de formation supérieure » travaillent en permanence avec lui.

Au terme de la décision de justice, intervenue après sept années de procédure, si tout doute n'a pas été écarté sur sa santé mentale, toute la lumière n'a pas été faite. Que l'Etat soit pénalisé pour « internement abusif » atteste bien des ambiguïtés des mesures d'internement. Mais pour un Blanc-Lapierre résolu à aller jusqu'au bout, combien d'internés arbitraires sont capables de faire du slalom dans la jungle administrative qui régit la psychiatrie ?

Jean-Jacques PIKON



La grande vogue du meuble chinois à Paris

Depuis une dizaine d'années, ce marché s'est developpé avec l'arrivée d'immigrés asiatiques en France

Le meuble chinois connaît depuis une dizaine d'années une grande vogue auprès de la clientèle française et européenne. Paris, et principalement le faubourg Saint-Antoine, est le point de départ de ce marché inconnu, qui s'est développé avec l'arrivée d'immigrés chinois dans notre pays.

LES Français apprécient beaucoup les objets et les meubles en provenance d'Extrême-Orient. Ce goût est très ancien, déjà au XVIIe siècle il était courant de réutiliser les panneaux des paravents chinois comme parties de meubles. C'est surtout sous Louis XV que l'utilisation de la laque, japonaise, chinoise ou « coromandel », s'est généralisée. Certains vernisseurs français de l'époque, comme les frères Martin, acquirent une grande réputation en imitant des compositions de peintres à l'aide de laques polychromes.

Aujourd'hui, les meubles franchissent encore difficilement les frontières de la Chine. Il existe néanmoins en France un marché en plein essor. Des artistes chinois venus de Hong Kong ou de Thaïlande se sont en effet installés du côté du faubourg Saint-Antoine. Après avoir apporté leur art dans leurs bagages, ils ont su l'adapter au goût de la clientèle occidentale sans lui ôter pour autant son caractère artisanal.

Une fourmilière familiale

Une atmosphère de ruche règne au 52, rue du Faubourg-Saint-Antoine. Travail et silence sont la règle dans l'entreprise Yun Fong. Parfois, une discussion s'élève entre les quinze employés qui appartiennent tous à la même famille. Mais les propos échangés sont toujours de nature technique et ne durent jamais bien longtemps. « *Notre art nécessite la plus grande attention,* explique le maître des lieux, Liu Yunhuang. *Nous avons besoin d'une grande concentration pour créer. Le bruit troublerait nos pensées.* » Liu Yunhang dirige l'atelier créé par son grand-père, Chenglu. Grand maître de l'école chinoise de la région de Canton, émigré à Hong Kong peu avant la Révolution, ce dernier est venu en France en 1958 à l'occasion d'une exposition sur l'art chinois. Il entrevit immédiatement la possibilité d'y implanter une affaire familiale. L'entreprise regroupe aujourd'hui ses parents, frères et sœurs et cousins. 75 % du chiffre d'affaires est réalisé en France, l'exportation étant axée principalement sur l'Allemagne, la Belgique et l'Angleterre.

« *Nous commençons à nous implanter dans les pays arabes, et notamment en Arabie Saoudite,* explique Chang, responsable de la prospection. *Les musulmans sont très friands de panneaux décoratifs.* »

Paris, selon lui, peut devenir le point de départ du marché du meuble chinois « made in Europe ». Aussi met-il un soin tout particulier à suivre la fabrication. « *Nous utilisons du chêne massif ou du bois de rose, que nous travaillons selon les méthodes ancestrales. Les décors reflètent la pensée chinoise du début de notre ère. Ce décor représente des paysages en relief, des fleurs et des oiseaux gravés, des jeux d'enfants, des combats guerriers. Les gravures sont exécutées à la gouge.* »

En Chine, il faut subir un apprentissage d'une quinzaine d'années dans les ateliers de Canton ou de Pékin avant de devenir maître laqueur. Même s'ils n'ont pas été formés dans ces écoles traditionnelles, les artisans asiatiques installés en France ont les mêmes exigences : ils sont actuellement deux cent cinquante à vivre de la production de meubles chinois.

J.-Y. M

Question de représentation

L'ASSEMBLÉE générale du Comité nationale olympique et sportif français a élu samedi son nouveau conseil d'administration et a reconduit M. Collard à la présidence pour quatre ans.

Si l'on prend les huit plus grandes fédérations unisports, trois d'entre elles, et non des moindres, n'y seront pas représentées (football, basket, handball)...

Si l'on prend les fédérations affinitaires, la plus grande d'entre elles (la FSGT) n'est pas représentée.

Si l'on prend le sport scolaire et universitaire... à la trappe ! Et pourtant, l'USEP/UFOLEP n'est-elle pas la plus importante fédération sportive de France ? En revanche, on y retrouve Brigitte Dumont, vice-présidente sortante, dont la représentativité a été publiquement contestée par un vote unanime de la Fédération française d'escrime.

Restait à affirmer l'indépendance du mouvement sportif : un geste symbolique s'imposait. On choisit donc M. Ferrasse, figure de proue de la gestion démocratique du mouvement sportif et savant défenseur de l'Afrique du Sud, « martyrisée » par l'ONU !

Il y a quelques jours, les représentants du CNOSF ont demandé au Parti socialiste une entrevue afin d'exprimer leur inquiétude devant « l'autre politique des activités physiques et sportives » que nous proposons. « Vous voulez tout étatiser, *nous ont-ils dit...* Nous sommes les représentants démocratiquement élus du mouvement sportif, reconnaissez notre indépendance », *ajoutaient-ils.*

Le moins que l'on puisse dire c'est que, pour l'une ou l'autre de ces affirmations, l'on peut mettre des nuances importantes.

Jean GLAVANY.

AU SPRINT

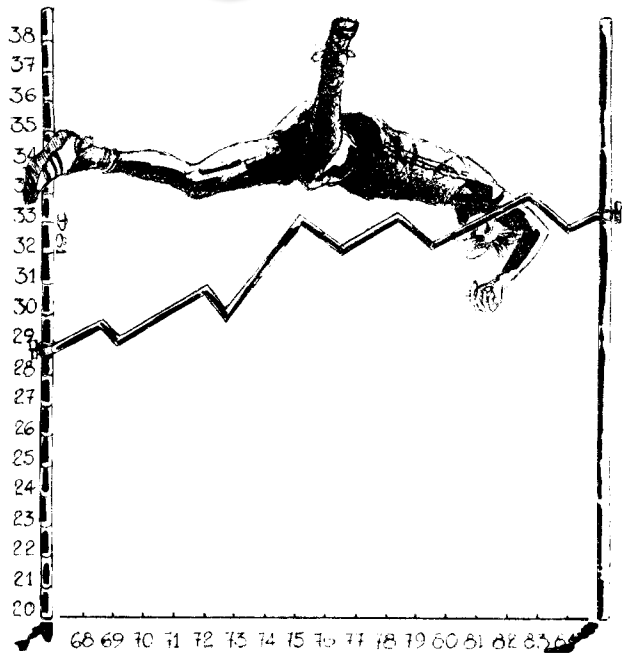
• **MONTPELLIER - GRENOBLE 1-1 :** Montpellier a reconquis sa place de leader du groupe B de division II en concédant mardi soir le nul face à Grenoble 1-1 dans un match en retard.

• **CYCLISME – TOUR D'ARMOR. VALLET REMPORTE LA 2e ETAPE :** Bernard Vallet (La Redoute-Motobécane) a remporté, mardi, la deuxième étape du Tour cycliste d'Armor, Brest-Quimper (193 kilomètres), et a pris la tête du classement général.

• **SKI ALPIN – COUPE DU MONDE (MESSIEURS) :** Le classement du slalom géant de Borovets (Bulgarie) comptant pour la Coupe du monde masculine du ski alpin, qui s'est déroulé mardi, est le suivant : 1. Alexandre Jirov (URSS), 2. Ingemar Stenmark (Suè.), 3. Joël Gaspoz (Sui).

• **SEMAINE CATALANE – ALBERTO FERNANDEZ, NOUVEAU LEADER :** L'Espagnol Alberto Fernandez a pris la tête de « La semaine catalane » en remportant le second secteur de la deuxième étape, disputé mardi contre la montre (en partie en côte), entre Guardiola de Bergueda et Castellar d'Hug, sur vingt kilomètres. Fernandez a relégué à plus d'une minute le favori Daniel Willems, tandis qu'il dépossédait du maillot de leader le Suédois Sven Ake Nilsson, qui n'aura assuré qu'un bref intérim, après la victoire de De Rooy dans la première demi-étape de la matinée.

• **TOUR DU MAROC (AMATEURS). AGADIR : LE POLONAIS JANKIEWICZ REMPORTE LE PROLOGUE :** Le Polonais Jan Jankiewicz a remporté, lundi soir, à Agadir, le prologue du 11e Tour du Maroc cycliste amateurs. Il a devancé le Tchécoslavaque Ladislav Ferebauer de quatre secondes et le Suédois Karlsonn Hakan de sept secondes. La première étape, Agadir-Essaouira, 171 kilomètres, sera disputée mardi.



La boxe sur ses gardes

En dépit de leurs succès, les boxeurs français et leurs managers ne sont pas sans inquiétude

EN triomphant du Yougoslave Bénès, Louis Acariès a redonné à la boxe un champion d'Europe français, en faisant mentir le proverbe « Jamais deux sans trois ». Avant lui, Hocine Tafer avait échoué, le 26 février, face au Hollandais Koopmans — on se souvient de l'« indignation » de ceux qui prétendent donner des leçons de courage aux boxeurs — et André Holyk n'avait tenu que huit reprises devant l'Espagnol Guinaldo, pour le titre des super-légers, le 13 mars, à Villeurbanne.

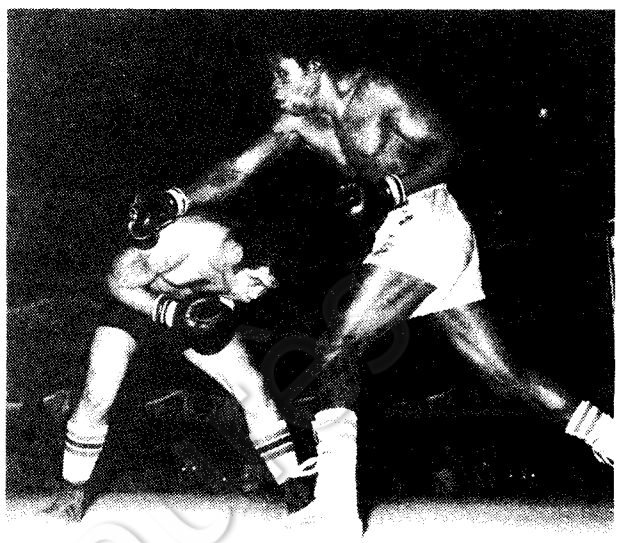
Certains pensent déjà au championnat du monde que pourrait livrer Acariès, sans vouloir comprendre qu'il existe des paliers qui doivent être franchis en douceur (et faisons confiance en ce domaine à Jean Bretonnel, son manager). Hormis le nouveau champion d'Europe des super-welters, le pugilisme national compte également sur deux boxeurs qui ont été désignés challengers européens officiels dans leur catégorie.

Chez les poids lourds, Lucien Rodriguez, qui effectue cette saison un brillant parcours, sera opposé au Britannique John Gardner, tandis que son jeune frère Richard devra se mesurer à l'expérimenté Danois Jorgen Hansen pour le titre des welters.

Mais ce panorama ne serait pas complet si la meilleure chance française était passée sous silence. Joseph Kimpuani, classé premier challenger mondial dans la catégorie des super-légers, est incontestablement le boxeur le plus brillant évoluant dans l'Hexagone. Mais il souffre du « nombrilisme parisien » qui oublie souvent qu'il existe à Dunkerque un véritable champion.

Victime l'an dernier d'une blessure au genou qui l'a contraint à abandonner sa couronne européenne, Kimpuani entend rattraper le temps perdu. Il rencontrera, sauf changement toujours possible, le 22 mai prochain, à Las Vegas, le champion du monde Saul Mamby qui était venu donner une leçon de boxe à Jean-Baptiste Piedvache, il y a quelques années à Paris. Kimpuani, qui compte cinquante-quatre victoires pour deux défaites, a de sérieux arguments pour s'emparer du titre mondial dans la capitale du jeu.

Dans les huit dernières années, la boxe professionnelle a été victime d'une hémorragie. Le nombre des boxeurs est passé de 220 à 116, dont la plupart doivent travailler, car la boxe ne leur permet pas de vivre décemment. Kimpuani lui-même reprend le chemin des chantiers après ses combats.



Joseph Kimpuani (à droite) espère devenir champion du monde des super-légers, le 22 mai. (Photo SAM)

N'en déplaise à certains, ce sont les structures de cette discipline qu'il faut réviser et non l'activité sportive elle-même. Sinon comment expliquer que pendant que le sport professionnel subissait une perte de près de 50 % de ses effectifs, le nombre de licences amateurs passait de 2 993 à 3 853 et surtout que la boxe éducative, créée en 1969 sous l'impulsion du directeur technique national de l'époque, Jean Letessier, dirigeant compétent s'il en fût, connaît un réel succès. Aujourd'hui, plus de 4 000 adolescents, âgés de onze à dix-sept ans, pratiquent la discipline sportive qu'ils ont choisie. A ceux qui se demandent comment un jeune garçon peut préférer ce « sport de brutes » au football ou au basket, le conseiller technique régional de Paris, Christian Pasquier, répond que *« la boxe éducative n'est pas une école de violence. Elle canalise l'ardeur d'un enfant batailleur et réveille celui qui serait plutôt lymphatique ».*

Félix CHIOCCA

Un ballon (d'oxygène) pour le basket

La base s'exprime par la voix d'un entraîneur régional

Le championnat de France de basket mobilise l'attention des moyens d'information. Il ne faut pas pour autant oublier tous les autres licenciés. Ainsi, nous avons demandé à Jean-Claude Nicolas, entraîneur régional, de nous livrer les réflexions des pratiquants de base. En somme, le basket vu d'en bas.

— Que pensez-vous des dernières décisions du comité directeur de la fédération, limitant le nombre de joueurs étrangers dans les différents championnats ?

J.-C. N. — La récente mesure de la fédération, décidant de revenir à deux joueurs étrangers en Nationale I et à un seul pour les autres divisions, pose à nouveau le problème de fond de toute la pyramide du basket français.

Il y a vingt-cinq ans, l'équipe de France masculine a montré qu'elle pouvait rivaliser avec les meilleures (deuxième aux jeux Olympiques de 1948 et sixième en 1956), en dépit de faibles moyens. Imaginons aujourd'hui le meilleur « cinq » français sans américain naturalisé face à l'URSS ou à l'Italie ? Pourrait-il soutenir la comparaison face à des nations qui ont su renforcé leur position et même comblé une partie de leur retard par rapport aux Etats-Unis ?

A chaque rencontre de Nationale I, seuls six joueurs français, parfois quatre, sont sur le plancher ; et un jeune n'a pratiquement aucune chance de participer à un match difficile, alors que la compétition reste le test le plus probant pour un joueur. Quels bénéfices les petits clubs retirent-ils du « basket-spectacle » de la Nationale I ? Un certain découragement et le sentiment de représenter tout de même la masse des 85 % de licenciés !

— Avez-vous une solution à préconiser afin de remédier à ce découragement ?

J.-C. N. — Les bénévoles se font de plus en plus rares, l'encadrement et l'entraînement des jeunes sont subordonnés aux moyens financiers des clubs, qui dépendent exclusivement des subventions municipales, très souvent dérisoires. Ce sera bientôt le désert.

Il existe peut-être un ballon d'oxygène pour le basket français : le retour à une Coupe de France, mais une coupe aménagée, sans joueurs étrangers et avec un handicap de points pour les clubs de Nationale I.

Les petits clubs retrouveraient alors ambition et enthousiasme, sans parler de la révélation possible de joueurs inconnus. Souvenons-nous de l'épopée de l'AS Denain - Voltaire, emmenée par Jean Degros, finaliste en 1958 et vainqueur en 1960. Une avance de points donnerait encore plus de chances aux petits clubs en renforçant l'indécision.

De plus, l'aspect financier serait également aménagé. La carte de France pourrait être divisée en quatre parties afin d'éviter les trop longs déplacements, la recette des rencontres resterait acquise au club « recevant » (qui serait toujours le plus faible dans la hiérarchie), et serait partagée pour les matches opposant des clubs de même division.

— Les grandes équipes de Nationale I accepteraient-elles de livrer des matches supplémentaires ?

J.-C. N. — Les grands clubs trouveraient là l'occasion de faire jouer tout leur effectif, et les jeunes auraient un moyen de s'aguerrir et de progresser. Cette épreuve se déroulerait après les championnats, à l'époque traditionnelle des coupes et des tournois. Ce pourrait être le printemps du basket français, mais aussi un brassage indispensable à la bonne santé d'un sport. Les joueurs attendraient avec impatience la fin du championnat pour s'amuser, ne serait-ce qu'une fois pour jouer un bon tour aux plus grands.

Propos recueillis par Jean WEBER

INTERVIEW

Serge Keuten, danseur engagé

ARGENTEUIL, capitale de la danse. Voilà qui peut surprendre. Et pourtant, pourquoi pas ? Tel est en tout cas le pari proposé par la municipalité d'union de la gauche qui ouvre aujourd'hui, par une série de ballets (1), son tout nouveau centre chorégraphique. A son origine et à sa direction, un danseur bouillonnant de talent et d'idées : Serge Keuten.

La trentaine, cheveux bouclés, un éternel foulard en écharpe autour du cou, Serge Keuten ne cache pas son bonheur. Après avoir frappé vainement aux portes de nombreuses municipalités, le voici enfin amarré. Formé au ballet de l'Opéra de Paris, à l'origine en 1973 du premier groupe de recherches chorégraphiques, avant d'être évincé par Rolf Lieberman au profit de Carolyn Carlson, il démissionne peu après.

Commence alors, à la tête de sa propre compagnie, la vie itinérante des tournées en France et à l'étranger — en Grèce, particulièrement — entrecoupées de stages qu'il organise dans le cadre de la formation professionnelle, et de projets divers. Tel celui de l'ouverture d'une maison de la danse à Paris, qui, devant l'indifférence du ministère de la Culture, puis de la Ville de Paris, échoue. Il en a vite assez.

« *J'avais besoin d'un port d'attache,* avoue-t-il. *Pour des raisons financières. Mais surtout afin de trouver des sources, de pouvoir travailler en contact permanent avec un public, « mon » public. Maintenant, je l'ai trouvé. Argenteuil, à l'instar de Saint-Denis ou d'Aubervilliers pour le théâtre, doit devenir un véritable pôle chorégraphique décentralisé, loin des rumeurs, des modes, de Paris.* »

Pour réussir dans cette entreprise Serge Keuten, à la tête de sa nouvelle compagnie — six danseurs permanents, tous des inconnus — s'est fixé quatre objectifs : information, initiation, coopération avec les groupes et les structures préexistants comme l'Ecole de musique ou l'Atelier d'arts plastiques, qui se chargera des décors. Et, bien sûr, la création !

« *Il faut que les gens se sentent surtout chez eux,* précise-t-il. *Qu'ils puissent venir quand ils en ont envie. D'ailleurs, nous danserons le soir, mais aussi les après-midi, avec des tarifs d'entrée très réduits, pour les chômeurs, les personnes âgées, les enfants... Nous tournerons dans les écoles, aussi.* » Mais attention, qu'on se le dise, Serge Keuten ne compte pas uniquement divertir.

D'après Pierre Goldman

« *Contrairement à ce que l'on croit trop facilement, la danse n'est pas un art gratuit. Jusqu'à présent, sous l'influence américaine, la recherche s'est située presque exclusivement au niveau du mouvement pur. L'art pour l'art. C'est une pratique absurde. D'abord, et tant pis si l'on me dit chauvin, parce que la culture américaine n'est pas la nôtre, et qu'il est idiot de vouloir faire de la copie, du sous-produit, mais surtout, en définitive, parce que le divertissement ne m'intéresse pas. La danse peut et doit tenir un discours politique. Sur l'injustice, sur les scandales de notre société, comme la peine de mort.* »

Et de rappeler le ballet qu'il a créé, *les Enfants du Diable,* racontant la vie d'un condamné, sur des textes de Pierre Goldman.

Danseur engagé ? L'expression est nouvelle. On connaissait déjà des chanteurs, des comédiens, des cinéastes, des metteurs en scène. De danseur, point. Avec Serge Keuten, ce « militant de la danse », comme il s'intitule lui-même, voici l'oubli comblé. Juste à temps pour rappeler que « *la danse,* aussi, *c'est la vie* ».

Didier MEREUZE

Programme d'ouverture : trois ballets de Serge Keuten.
• *L'Eloge de l'amour, d'après le Banquet de Platon. Création musicale de José Berghams ;*
• *Le Bal masqué, sur une musique de Francis Poulenc et des textes de Max Jacob ;*
• *L'Ombre d'un soir, pas de deux sur une musique d'Isaac Hayes.*

Salle Jean Vilar. Le 25 mars (14 h 30), le 26 (14 heures), les 27 et 28 (20 h 45), et le 29 (17 heures).



CHEZ VOUS CHEZ NOUS

Brest. Théâtre : dans le cadre du Mois du comédien, le ballet-théâtre Libeault Estier de Hédé présente *Un drôle de petit vieillard,* de Tadeusz Rosewicz. Palais des arts et de la culture. 20 h 45. Le 26 mars.

Hyères. Variétés : *Cuarteto Cedron* à l'église anglicane. 21 h. Le 26 mars.

Nanterre. Théâtre : *Le Bal,* création collective du Théâtre du Campagnol. Maison de la culture des Amandiers. 20 h 30. Jusqu'au 28 mars.

Orléans. Théâtre : *Sav à pousse,* à l'Hexagone. Les 26 et 27 mars.

Reims. Théâtre : *l'Entraînement du champion avant la course,* de Michel Deutsch, présenté par le CDN de Reims. Mise en scène de Daniel Romand. Maison commune du Chemin-Vert. 21 h. Le 26 mars.

CINEMA

Ils ont tant lutté

«Un petit cercle d'amis», de Rob Cohen

L'AMERIQUE de la guerre du Vietnam vue par Harvard. Pourtant, il ne s'agit pas d'un film d'anciens combattants du genre post-soixante-huitards made in USA. La sale guerre y est bien sûr, terriblement présente, et le mécanisme de la révolte de toute une jeunesse non concernée par une politique rétro et vaine de la canonnière, bien démontré.

Mais cette prise de conscience politique n'est collective qu'apparemment, et la modification des esprits, des mœurs reste individuelle, diverse dans son cheminement, comme dans son aboutissement.

Aucun d'eux ne veut mourir pour le régime de Saigon. Pour rien. Mais leur angoisse, leur colère, selon leur tempérament, prend telle ou telle physionomie, unique en son genre.

Leur révolte ne se laisse pas embrigader, elle reste étonnament libre, et même Haddox — qui ira de la confection des nœuds scouts jusqu'à la fabrication des bombes — ne ressemble pas à n'importe quel terroriste. Sa folie meurtrière lui est — au final — aussi propre que l'agitation de Léo ou que le refus de Jéssica de n'être qu'un repos du guerrier, revu et corrigé selon les normes 1960 des étudiants de Harard.

La force du film est justement de nous rendre personnels, vivants, dans leur incohérence même, le comportement de ces jeunes gens meurtris. C'est sa propre Amérique que chacun à sa façon rejette, tente de de transformer ou, pour Haddox, de détruire. Une Amérique de tous les jours, celle du campus, de la télévision, des blocs hygiéniques « nickel », des tics superbement américains, comme ce geste des bras, des mains qu'ils ont pour avouer leur défaite, à la manière du batteur qui au base-ball rate sa balle. Ce base-ball que Haddox, le terroriste, continue de pratiquer en super-fan.

L'étrange pouvoir de l'amour traverse le film. Il sert de raison de vivre, d'espoir, à ces jeunes gens qui applaudissent au départ de Lyndon Johnson — l'homme de la guerre —, ces étudiants que l'on joue à la roulette, à la loterie, pour savoir lequels ira crever en Indochine.

Leur aventure appartient au passé. Haddox est mort. Léo, qui allait si vite dans la vie parce qu'elle lui était d'avance comptée, a disparu avec lui. Jessica et Nick sont les seuls survivants. Ils vont essayer de vivre.

Sans doute y arriveront-ils, mais ils auront été de cette génération qui a tant lutté, tant essayé, en vain, de changer le destin de l'Amérique et du monde. Ils auront simplement découverts qu'ils existaient, ensemble, au même moment, et que rien n'était plus imprtant que leur rencontre.

R. A.



Brad Davis, Jameson Parker, Karen Allen : Crever en Indochine...

LIVRES

L'obsédante vigilance

«André-la-Poisse», d'Abram Tertz alias André Siniavski

LA parole, la poésie sont-elles originellement coupables ? La liberté d'expression engendre-t-elle le malheur ? Dans un conte, qu'il signe Abram Tertz, et qu'il dédie à son inspirateur, E.T.A. Hoffmann, André Siniavski met en scène un étrange double de lui-même, bègue et nain, qui troque auprès d'un Méphisto-femme, charmant et redoutable, le don de la parole contre le renoncement au bonheur.

Les malheurs vont fondre sur le pauvre André Siniavski de l'histoire. Tout ce qu'il touche, tous ceux qu'il aborde sont en danger et ses demi-frères périront pour l'avoir simplement entendu. Il aura beau essayer avec le troisième d'entre eux, Yacov, un médecin, de ne plus dire que « oui » ou « non », rien n'y fera. La fatalité s'attache à ses pas et la mort encercle tous ceux qui l'approchent.

Lorsqu'il revient de déportation, il retrouve Dora, « la » Méphisto du pacte, qui l'a fait tel qu'il est, petit maître en littérature, craint et craintif, parce qu'il est obsédé par le besoin de dire les choses. Sa vie, soudain, prend un sens : il fallait que les « événements » arrivent ainsi.

C'est le prix que lui et les siens doivent payer à l'exigeante parole : inopportune, intolérable à tous les suppôts et les sbires du dictateur, impertinente, sans doute vaine à bouleverser, sur l'instant, l'ordre des choses. Pourtant, elle est la dernière manifestation d'une vérité différente de celle qui, officielle et uniforme, pèse comme une chape de plomb sur des hommes et des femmes... qui, sans les poètes, auraient oublié l'ombre de la révolte salutaire.

Il y a quinze ans, André Siniavski et Ouli Daniel furent « reconnus coupables » parce que leurs œuvres étaient publiées en Occident. Cela leur valut sept ans de camp.

Depuis, André Siniavski vit en France, il enseigne à Paris IV et dirige une revue, *Syntaxis*, qui regroupe des textes de dissidents, dans la ligne du clandestin Samizdat. Ce sont quelques-uns de ces textes de Siniavski, Zinoviev, Amalrik — mort tragiquement sur une route d'Espagne — et d'autres dissidents, en Occident, ou encore en Russie, qui sont publiés par Albin Michel dans un recueil de réflexions sur la culture soviétique.

Fidèle à son personnage, André Siniavski, dans cette livraison, traite de l'antisémitisme. Il s'en prend — tout autant qu'à la discrémination favorisée par l'Etat — aux « rêves » de certains dissidents de « droite » qui projettent une Russie orthodoxe expurgée des juifs.

« *En tant que Russe et en tant qu'écrivain,* prévient-il, *je serai contre vous.* »

Pour André Siniavski — André-la-poisse — il n'est pas possible de choisir un mensonge par rapport à un autre. Même si la vérité, solitaire, et éprouvante, le condamne à une obsédante vigilance.

Roger ASCOT



André Siniarski.

Albin Michel, traduit du russe par Louis Martinez.



Arnold Mandel.

Le rêve et la réalité

«Tikoun», d'Arnold Mandel

LES romans d'Arnold Mandel sont autant de périples. Voyages tourmentés « au-dedans de son être juif » mais aussi pérégrinations, dans le temps et l'espace, à la recherche d'un moyen de vivre juif, avec ce « lui-même » qu'il ne saisit pas plus à l'extérieur qu'à l'intérieur de son être mais qu'il ne renonce pas à rencontrer.

Tikoun, son dernier, volumineux et très réussi cheminement autobiographico-onirique, n'échappe pas à la règle. Arnold Mandel, comme toujours, ne se soucie que de son héros prête-nom — ici, Ary Safran — pour nous engager à le suivre dans le plus intellectuello-judaïque pèlerinage aux sources.

L'environnement est décrit — fort bien — et la chronologie respectée, mais ils ne sont là que pour servir de repères dans la quête métaphysique de son être judéo-français.

Les aventures d'Ary Safran, talmudiste dévoyé, en état de légitime défense envers la société et ses contemporains, se dévorent — cependant — comme un haletant conte moderne.

Il y a dans *Tikoun* matière à deux lectures, ce qui en fait sa richesse. La première s'attache au roman philosophique — conté de manière vivante — l'histoire d'un nouveau *Candide* judéo-allemand, revenu de tout pour être allé, durant l'Occupation, de Marseille à Toulouse, et après guerre, aux confins d'Israël où il pénètre enfin, après avoir perdu depuis longtemps sa gourme de petit jeune homme voué aux textes.

La seconde tente de nous raconter (non sans quelquefois certaine complaisance) les errements, les fantasmes et les rêves-cauchemars d'une âme bien née — et juive de surcroît — exclue naturelle, ou volontaire. (Mais a-t-on jamais laissé le choix aux porteurs temporels de l'éternel Israël ?)

Qu'importe. Ces deux lectures nous valent un roman irritant mais déchirant, en butte à ces mille et un malheurs qui attendent l'intellectuel pur au détour de la réalité. Un roman qui nous charme et offre à nous accompagner, dans notre propre — et tout aussi narcissique — tour autour de nous-mêmes.

R. A.

Editions Mazarine.

Un jazzman de Montélimar

«Flash», de Michel Petrucciani

VOUS aviez entendu parler du pianiste Michel Petrucciani ? Grâce à *Flash* (Bingow 3105), vous détenez maintenant la preuve irréfutable qu'il existe. Et c'est à croire que la France (Montélimar, dans ce cas) peut donner le jour à des jazzmen. Des vrais. De ceux qui prennent le jazz à bras le corps au lieu de lui faire l'amour du bout des doigts, distraitement, en songeant à des maîtresses moins belles, mais plus fortunées.

Fils de guitariste, frère de batteur et de contrebassiste, Petrucciani n'a pas vingt ans et se produit depuis huit ans déjà. Aussi cet album n'est-il qu'en apparence un coup d'essai. En réalité, il est nourri d'une déjà longue expérience, qui rend compte de l'étonnante maturité du signataire. On se frotte les mains en songeant à ce que ce dernier sera capable de produire dans trois ans, lui qui a déjà impressionné Bill Evans, Stan Getz et Elvin Jones (avec lequel il se produisit en janvier dernier au fameux « Village Vanguard » de New York).

Flash est beaucoup plus qu'un disque prometteur : c'est une réussite incontestable, faite de lyrisme, de luminosité, d'intelligence. De culture, aussi, car il en faut pour emprunter la porte étroite du jazz le plus pur. Homme d'exigence, Petrucciani marie adroitement les compositions originales et les standards éprouvés (*In Your Own Sweet Way, Giant Steps,* etc.). Le choix de ses compagnons — Mike Zwerin, Aldo Romano, son frère Louis à la basse — témoigne lui aussi d'un goût très sûr.

Pour ceux qui préfèrent aux découvertes les valeurs sûres, je propose deux microsillons admirables. *The Complete Art Tatum Piano Discoveries,* vol. 2 (20th Century Fox-RCA 5-608) a été enregistré par le grand patron des pianistes peu de temps avant sa mort, au cours d'une soirée privée. Parfaitement détendu, Tatum y improvise pour ses amis avec une liberté et une invention qui font de ces disques (le premier volume est paru l'an dernier) l'un des testaments musicaux les plus riches de toute l'histoire du jazz.

L'autre enregistrement est une publication posthume de Bill Evans : *You Must Believe In Spring* (Warner Bros - WEA WB 56979), avec la collaboration d'Eddie Gomez et d'Eliot Zigmund. Une musique simple, belle et définitive comme le dessin d'un vieux maître japonais. L'étrange pudeur de la perfection. La médiation sereine d'un artiste qui, d'un geste à peine esquissé, referme sur soi le songe qui, miraculeusement, devient un univers.

Alain GERBER

EN TROIS MOTS

Remous à Morsang-sur-Orge

A la suite de la décision de la municipalité de Morsang-sur-Orge (à majorité communiste), de réduire de moitié la subvention de la Maison des jeunes et de la culture, dénonçant par la même occasion le poste de directeur, un gala de soutien pour la défense de la MJC sera organisé le dimanche 29 mars, de 15 heures à minuit. Rendez-vous salle Pablo-Neruda.

Au menu, buvette et buffet, rencontres et débats, mais aussi du spectacle avec la participation de nombreux artistes invités : les élèves de l'école du cirque, le mime Mirella, le chanteur corse Dieghi, le duo de percussions Jafriquazz et du rock avec Against Police...

Mercredi 25 mars

20 h 00 — Journal.

20 h 30 — La voie Jackson.
Téléfilm en trois parties de Gérard Herzog, d'après son roman. Avec Marie-Josée Neuville, Guy Marchand, Sami Frey.
Première partie : Course et alpinisme (voir notre encadré).

22 h 00 — La rage de lire. Une heure avec Alexandre Zinoviev. Emission de Georges Suffert. Réal. J.-P. Barizien. Avec Max Gallo, Michel Heller, Georges Nivat, Antoine de Gaudemar et Cella Minart.

23 h 10 — Journal.

19 h 45 — Journal.

20 h 35 — Football. Pays-Bas - France.
Commentaire de Thierry Roland et Bernard Père. Coupe du monde, éliminatoires de la zone européenne (sous réserves).

21 h 50 — Alain Decaux raconte : Bérénice aimée de Titus. Réal. Jean-Charles Dudrumet

22 h 50 — Journal.

20 h 00 — Les jeux de 20 heures.

20 h 30 — Alerte à la bombe.
Film de John Guillermin (1972). Avec Charlton Heston, Yvette Mimieux, James Brolin, Claude Akins.
Y a-t-il un terroriste dans l'avion ? Peut-être pas, mais il y a au moins une grosse bombe, une femme enceinte, un sénateur, un musicien noir, un ancien sergent.

Jeudi 26 mars

12 h 05 — Réponse à tout.

12 h 25 — Une minute pour les femmes.
Télévision, la TV qui tombe des étoiles.

12 h 30 — Midi-Première. Avec Tino Rossi.

13 h 00 — Journal.

13 h 35 — Télévision régionale.

13 h 50 — Objectif santé : Le bacille de Koch.

15 h 15 — Les quatre fantastiques. Galactus.

15 h 40 — Croque-vacances.
Joé chez les mouches, Isidore le lapin. Infos-magazine : le prunier. Zoo en hiver. Atomas, la fourmi atomique. Scoubidou.

16 h 45 — Réception de Michel Droit à l'Académie française.

18 h 00 — C'est à vous.

18 h 25 — L'île aux enfants.

18 h 50 — Avis de recherche. Avec Roland Magdane.

19 h 20 — Actualités régionales.

19 h 40 — Les paris de TF1. Avec Daniel Gélin.

20 h 00 — Journal.

20 h 30 — La voie Jackson.
Téléfilm en trois parties de Gérard Herzog. Avec Marie-Josée Neuville, Guy Marchand, Sami Frey.
Deuxième partie. Ça se gâte, pour les alpinistes.

22 h 00 — L'enjeu. Magazine de François de Closets, Emmanuel de la Taille.
Dossier : le vrai secret des Japonais. La récession charbonnière. Les fautes à ne pas commettre pour trouver un job. Les additions salées. L'homme du mois : Georges Chavanne. Avec Jacques Faizant et Wolinski.

23 h 15 — Journal.



Marie-Paule Belle au « Grand échiquier », à 20 h 35.

Marie-Paule Belle, invitée de Chancel

MARIE-PAULE BELLE, c'était d'abord le piano, une cascade de notes sur une voix pointue, pouvant aller du grave au suraigu.

Aujourd'hui, elle ne s'accompagne de cet instrument que pour quelques chansons, préférant se mouvoir sur scène avec une très grande aisance. Ses textes pleins d'ironie, d'agressivité mais aussi de tendresse, racontent le quotidien, les rencontres, les amours, les séparations, les regrets. Ils sont écrits par Françoise Mallet-Joris, Pierre Delanoé, Serge Lama... et s'envolent sur des musiques classiques comme sur des airs de reggae, de tango ou de jazz. Des chansons gonflées de vie qui s'appellent *La Parisienne, Berlin des années 20, les Petits Patelins...*

Déjà dix ans que ce petit bout de femme tient la scène et son succès s'épanouit chaque année.

Elle est, au Grand Echiquier, l'invitée de Jacques Chancel avec lequel elle s'entretiendra sur la notion de la fête. Ses invités seront, entre autres : l'écrivain et parolière Françoise Mallet-Joris, les majorettes masculines de Chémery, dans le Loir-et-Cher, l'orchestre de chambre Mouvement 12, composé de douze jeunes femmes de la région de Toulouse... Comment oublier, après cela, de parler du féminisme de Marie-Paule Belle.

Pour la liste des autres invités, se reporter au programme.

Sur Antenne 2, jeudi 26 mars, à 20 h 35.

10 h 30 — Antiope. Dossier handicapés.

12 h 05 — Passez donc me voir.

12 h 30 — Les gaietés de la correctionnelle.
Le genre vindicatif.

12 h 45 — Journal.

13 h 35 — Télévision régionale.

13 h 50 — Face à vous.

14 h 00 — Aujourd'hui madame. La mode printemps-été 1981.

15 h 00 — Le saint.
Série britannique. Avec Roger Moore.
Le portrait de Brenda.

15 h 55 — L'invité du jeudi. Ettore Scola.
Emission de Jean Lanzi. Réal. Pierre Desfons.

17 h 20 — Fenêtre sur... la presse française, miroir de notre histoire.
Emission de Philippe Prince. Le quatrième pouvoir (1792-1830).

17 h 50 — Récré A2. Discopuce, Félix le chat, la bande à Bédé.

18 h 30 — C'est la vie.

18 h 50 — Des chiffres et des lettres.

19 h 10 — D'accord, pas d'accord. Les prix au litre et au kilo.

19 h 20 — Actualités régionales.

19 h 45 — Tribune politique. La majorité — le RPR et le CDS.

20 h 00 — Journal.

20 h 35 — Le grand échiquier, avec Marie-Paule Belle.
Réal. André Flédérick. Participent à la soirée : Françoise Mallet-Joris, Angelo Branduardi, Dave, le quatuor Atheneum, Martial Solal, José Barrense Dias, Christian Escoudé, les majorettes de Chémery... *(Voir notre encadré.)*

23 h 15 — Journal.

18 h 30 — Pour la jeunesse.
L'ours Paddington. Flash : pour l'amitié d'un cheval.

18 h 55 — Tribune libre.
La Fédération des républicains de progrès.

19 h 10 — Soir 3.

19 h 20 — Actualités régionales.

19 h 40 — Télévision régionale.

19 h 55 — Dessin animé. Le pur-sang.

20 h 00 — Les jeux de 20 heures.

20 h 30 — Le clan des Siciliens.
Film d'Henri Verneuil (1968). Avec Jean Gabin, Alain Delon, Lino Ventura.
Roger Sartet, arrêté par le commissaire Le Goff, s'évade de son fourgon cellulaire.

22 h 25 — Soir 3.



***Le Clan des Siciliens* avec Alain Delon, Jean Gabin et Lino Ventura, sur FR3, à 20 h 30.**

SELECTION RADIO

Mercredi 25 mars

FRANCE-MUSIQUE

21 h 45 — Le concert égoïste. Roland Barthes. Chopin, Mozart, Beethoven, Dvorak, Schubert, Fauré, Debussy, Weber, Bellini, Monteverdi.

FRANCE-CULTURE

20 h 00 — La musique et les hommes. L'approche tragique du Dieu caché, par Dominique Dubreuil.

Jeudi 26 mars

FRANCE-MUSIQUE

9 h 17 — Le matin des musiciens. Ravel, l'ordre et l'aventure.

23 h 00 — Les compositeurs composent et proposent. Vercken, Lassus Palestrina, Parker, Berio.

FRANCE-CULTURE

9 h 07 — La littérature. Matinée composée par Roger Vrigny. Avec François Régis-Bastide. Littérature sud-américaine, *Dador,* de José Lezama Lima ; *les Grands Paradis,* de Juan José Saer.

L'information donnée par les radios ne concernait que certaines catégories de personnels

Pas de grève générale dans l'enseignement public

ALLEZ croire quelqu'un à présent ! Grosse émotion, mercredi matin, aux journaux de sept heures, lorsque les présentateurs, aussi bien ceux de France-Inter que d'Europe 1, ont annoncé que la puissante Fédération de l'éducation nationale (FEN) avait décidé d'appeler à trois journées de grève pour soutenir les revendications des personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche. Pratiquement, si le mot d'ordre attribué à la FEN était suivi (et il avait toutes chances de l'être), cela signifiait que pendant soixante-douze heures, dans tout le pays, les écoles tant maternelles que primaires, les collèges, les lycées, les facultés garderaient portes closes.

Renseignement pris — et pour cela, *Combat socialiste* est allé bien évidemment consulter les intéressés, les responsables de la Fédération —, jamais pareil mot d'ordre de grève n'a été lancé. En fait, si les ingénieurs, les techniciens ainsi que les personnels administratifs de l'enseignement supérieur, placés devant l'échec des négociations avec leur ministre de tutelle, Pierre Aigrain, ont en effet décidé avec leur syndicat, le SNPTES, de trois journées d'actions et de grève, les 26, 27 et 28 mars, la FEN s'est bornée à manifester son soutien par un communiqué rappelant les principales revendications de ces personnels : retrait du projet de statut « Aigrain » ; négociations immédiates sur les principales revendications.

Le fait que le SNPTES soit, en tant que syndicat de l'enseignement, membre de la FEN ne pouvant pas à lui seul expliquer la confusion faite par les radios, il faut peut-être se demander qui a intérêt aujourd'hui en France à agiter l'épouvantail de la grève générale et, celà à quelques semaines de l'élections présidentielle. A moins que, la nuit, certains confrères aient tout simplement un peu plus de mal à garder les idées claires et la tête froide devant certaines informations ?

J. W.

Journée d'action CGT

Des perturbations, jeudi, dans le service public

A l'appel de la CGT, la journée de jeudi sera marquée dans le secteur public par divers arrêts de travail et par des manifestations à Paris et en province.

Des perturbations dans la distribution du courrier et des coupures de courant sont donc prévisibles. A l'EDF, une baisse de production a été décidée entre 9 h 30 et 11 heures. Le mouvement touchera également les communaux : service des eaux, services administratifs et sociaux, cantines scolaires, pompes funèbres... A la SNCF, seuls des débrayages sur le plan local ont été programmés, notamment dans les dépôts de Rouen et de Bordeaux.

Récusant l'« *attentisme électoral* », la CGT cherche à obtenir l'ouverture immédiate de négociations salariales sur un accord permettant de compenser les pertes de pouvoir d'achat. D'autres revendications sont également avancées, telle la titularisation des auxiliaires ou contractuels, qui représentent environ 18 % des employés de l'Etat.

En raison des coupures de courant prévues ce jeudi, la parution de *Combat socialiste* daté du 27 mars pourrait être perturbée.

Le «H» qui venait du froid

UNE tonne et demie de haschich a été découverte, dissimulée dans un camion frigorifique koweïtien, sur une aire de stationnement de l'autoroute du Soleil, près d'Avallon, dans le département de l'Yonne.

Cette prise record est estimée à 22,5 millions de francs. Elle a été réussie, conjointement, par les fonctionnaires de l'administration des douanes, les policiers de l'Office central pour la répression du trafic des stupéfiants et la police judiciaire de Versailles.

Les trois personnes qui convoyaient la drogue ont été interpelées. Il s'agit de deux Syriens et d'un Allemand.

Le camion semi-remorque frigorifique, immatriculé au Koweït, était garé depuis le début du week-end dernier sur l'aire de Maisons-Dieu, au bord de l'autoroute A6. Sa présence avait intrigué un fonctionnaire du groupe d'intervention et de recherches des douanes d'Auxerre.

Lorsque les douaniers et les policiers sont intervenus, lundi soir vers 21 h 30, les convoyeurs venaient de remplacer la batterie déchargée du véhicule et s'apprêtaient à reprendre la route pour Paris.

Les enquêteurs ont très vite décelé un faux plancher dans la remorque et mis à jour 1 507 kilos de résine de cannabis soigneusement rangés dans la cache.

Le conducteur du camion, Homssi Famhi, trente-trois ans, de Damas en Syrie, et ses deux passagers, Jaafar Fahd, vingt-sept ans, de Merdach en Syrie, et Eriebach Wermer, un Allemand de vingt-sept ans domicilé à Berlin (RFA), ont aussitôt été conduits dans les locaux de l'antenne du SRPJ de Versailles, située à Melun.

« *Ces petites plaquettes représentent un tiers de nos prises pendant toute l'année 1980,* remarque-t-on à la Direction des douanes. *Jamais nous n'en avions saisi autant dans un transport par route. Seules les prises dans les bateaux sont parfois plus importantes.* »

Journée de deuil pour les droits de l'homme en Amérique latine

UNE « journée de deuil pour les droits de l'homme en Amérique latine » aura lieu jeudi à Paris à l'occasion du cinquième anniversaire du coup d'Etat en Argentine, du premier anniversaire de l'assassinat de Mgr Romero, archevêque de San Salvador, et de l'installation du général Pinochet au palais de la Moneda.

Cette « journée », organisée par les clubs des droits socialistes de l'homme (tél. : 608.20.39), sera marquée par deux manifestations devant l'ambassade d'Argentine et par la présence d'une « garde d'honneur aux victimes des dictature », notamment les 90 000 disparus en Amérique latine.

Comme chaque jeudi depuis cent trente semaines, un rassemblement silencieux aura lieu de 12 heures à 13 heures, devant l'ambassade d'Argentine, par solidarité avec les « mères de la place de Mai » à Buenos Aires et avec les « victimes de toutes les dictatures latino-américaines ». Le lieu de rassemblement se trouve à l'angle de l'avenue Kléber et de la rue Cimarosa.

Une seconde manifestation plus ample aura lieu de 18 h 30 à 19 h 30, en présence notamment du Parti socialiste, de France-Amerique latine, de l'Association des parents de disparus et du Syndicat des psychologues. De nombreuses personnalités participeront à cette manifestation. Parmi celles-ci, Régis Debray, Julio Cortazar, Miguel Angel Estrella, Jean Elleinstein, Antoine Sanguinetti et Danièle Mitterrand.

BREF

• **Le nom de Claude Julien**, candidat de l'entreprise à la direction du *Monde*, en remplacement de Jacques Fauvet, sera proposé le 7 avril, dans un premier temps comme cogérant.

La procédure, acceptée par le conseil d'administration en accord avec les associés, repousse à la fin 1982 le processus ultime de désignation de Claude Julien comme directeur, désignation qui devra être sanctionnée par un autre vote de l'assemblée générale des porteurs de parts.

• **Le congrès du Syndicat général de la police** (SGP), qui regroupe environ 60 % des gardiens de la paix parisiens en tenue, s'est ouvert mardi à Bagnolet (Hauts-de-Seine), en présence de quelque 630 délégués qui aborderont les thèmes « de l'unité, des libertés et de l'action ».

Les délégués du SGP — membre de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP) — doivent examiner la demande d'adhésion faite par les policiers en civil du SNAPC.

• **Un lycéen de dix-huit ans, blessé par l'explosion** accidentelle d'une minibombe de sa fabrication, a été condamné mardi à quinze mois de prison dont quatorze avec sursis, par la dixième chambre correctionnelle de Paris.

Le 4 novembre dernier, Xavier Baudequin avait été brûlé aux yeux et aux mains après avoir fait sauté par mégarde cet engin artisanal dans la salle de bains de son studio, quai Voltaire. Il n'a conservé aucune séquelle de cet accident.

COMBAT SOCIALISTE *24 pages*
« Le bilan de Giscard »

Date de parution : vendredi 3 avril après-midi.
(Ce numéro sera daté samedi, dimanche, lundi)

Ce numéro de *Combat socialiste* comprendra un encart de 8 pages consacré au bilan de Giscard, ce qui portera exceptionnellement la pagination à 24 pages.

La sortie de ce numéro doit donner lieu à une vaste mobilisation du parti pour une grande vente de masse :
— sur les marchés et les lieux publics ;
— devant les entreprises.

Cette mobilisation autour du quotidien du parti doit être un point fort pour la relance des abonnements, clé du maintien de *Combat socialiste*.

TARIFS AUX SECTIONS ET FEDERATIONS

— De 100 à 300 exemplaires ..... 2,00 F l'ex.
— De 301 à 500 exemplaires ..... 1,90 F l'ex.
— Au-dessus de 500 exemplaires ..... 1,80 F l'ex.

COMMANDES

A faire parvenir le 2 avril au plus tard, à Patrick du Cheyron, *Combat socialiste, 7 bis*, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris.

**Pour mes idées,
pour que la presse socialiste vive**

**JE M'ABONNE A
*COMBAT SOCIALISTE***

☐ Abonnement de soutien : 1 000 F
☐ Un an : 550 F
☐ 6 mois : 300 F
☐ Par trimestre : payez 150 F tout de suite
☐ Prélèvement automatique (un formulaire vous sera expédié par retour). Pour un an : 150 F par trimestre.

ABONNEMENT COUPLÉ :
« *COMBAT SOCIALISTE* », 5 jours
« *L'UNITÉ* », hebdomadaire, le 6e jour

☐ Un an : 650 F
☐ 6 mois : 360 F

RÉDIGEZ VOTRE CHÈQUE
à l'ordre de « Trésorerie PS - Compte presse »
10, rue de Solférino, 75333 Paris Cedex 07

Nom ..... Prénom .....
Adresse .....